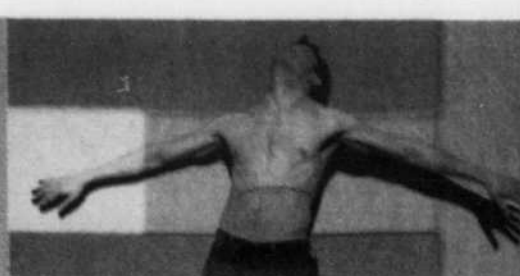




**ÉCONOMIE**  
Des mesures pour aider  
l'industrie manufacturière  
Page B 1



**CULTURE**  
Focus sur le cinéaste  
d'animation Norman McLaren  
Page E 1

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 268

LES SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 NOVEMBRE 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

Affaire Mulroney

## Bluff autour de Schreiber

L'entrepreneur  
tente de négocier  
les conditions de son  
témoignage devant un  
comité parlementaire

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Karlheinz Schreiber livrera-t-il en personne sa version de l'histoire au public canadien? Cette question est en suspens alors que, d'un côté, le gouvernement fédéral s'entête à ne pas vouloir prolonger son séjour au pays le temps d'un témoignage et que, de l'autre, l'homme d'affaires tente de dicter les conditions de sa comparution devant un comité parlementaire la semaine prochaine.

Les avocats de M. Schreiber n'ont toujours pas officiellement dit si leur client acceptait de son plein gré de s'adresser au comité parlementaire chargé des questions d'éthique, mais les rumeurs circulaient à vive allure hier.

D'abord, selon les échos qu'en ont eus les députés membres du comité, M. Schreiber exigerait quelques jours pour se préparer et ne pourrait donc pas venir témoigner dès mardi, date retenue pour son passage à Ottawa.

Ensuite, l'homme dit devoir prendre possession de documents se trouvant à son domicile d'Ottawa pour étayer sa version des faits. Enfin, il réclamerait d'être remis en liberté sous caution pour accepter l'invitation du comité.

«Nous ne laisserons pas M. Schreiber négocier les conditions selon lesquelles il témoignera. Il a été convoqué ici et nous nous attendons à ce que les autorités le contraignent à se présenter», a dit le député néo-démocrate Pat Martin hier. Il est aussi question que M. Schreiber compare sa parodie de conférence, une idée qui ne plaît pas à M. Martin.

«J'ai entendu dire que si nous éprouvions des problèmes à faire venir M. Schreiber ici [à Ottawa], nous devrions peut-être nous contenter d'une téléconférence. Je ne me satisfais pas d'une téléconférence et m'y opposerai autant que je le pourrai. Il n'y a rien comme un témoignage en personne, sous serment, avec la possibilité d'un contre-interrogatoire, parce que la communication ne se limite pas aux mots prononcés.»

En dépit du refus de ses membres conservateurs, le comité parlementaire a décidé jeudi de convoquer M. Schreiber malgré la commission d'enquête promise par le gouvernement de Stephen Harper, de peur que l'homme soit expulsé avant de comparaître.

Malgré l'insistance de l'opposition, les troupes conservatrices refusent en effet de dire si elles surseoiront à l'expulsion de M. Schreiber, prévue samedi prochain, le 1<sup>er</sup> décembre.

VOIR PAGE A 12: SCHREIBER

Lire aussi l'éditorial de Bernard Descôteaux, «Partie de pêche», page C 4

## Catholiques malgré nous?

Les Québécois plus attachés à la religion qu'ils ne le croient



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La commission Bouchard-Taylor avait déjà révélé ce paradoxe: les Québécois demeurent sensibles quand on parle de religion. Et malgré les apparences, ils ne sont pas prêts à couper tous les ponts avec leur héritage chrétien, loin de là.

On l'a encore constaté cette semaine avec la sortie du cardinal Ouellet: la question religieuse touche une corde très sensible chez les Québécois. C'est là une preuve que même s'il y a de l'écho dans les églises, le lien qui unit la population au catholicisme existe toujours. Regard sur une relation bien mystérieuse.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Compliquée, la relation des Québécois «de souche» avec le catholicisme. D'un côté, les églises ont trop de bancs alors que les paroisses n'ont pas assez de prêtres, faute d'intérêt de la population. De l'autre, on tient mordicus à la croix du mont Royal et au crucifix de l'Assemblée nationale, en plus de réagir au quart de tour aux excuses présentées par l'archevêque de Québec pour des actes qui remontent à 50 ans.

La commission Bouchard-Taylor avait déjà révélé ce paradoxe: les Québécois demeurent sensibles quand on parle de religion. Aussi, malgré les apparences, ils ne sont pas prêts à couper tous les ponts avec leur héritage chrétien, loin de là.

Cette année, comme rarement depuis longtemps, les catholiques ont ainsi exprimé un attachement certain à cette part de l'identité collective. Qu'il soit d'ap-

partenance ou de référence, ce lien subsiste chez bien des gens. Ils ne vont jamais à la messe mais ne veulent pas pour autant qu'on balance par-dessus bord tout ce pan de leur culture, un peu comme un vieux couple qui s'aime plus ou moins sans se détester pour autant.

«Il y a un attachement plutôt cordial à l'Église», note l'auteur et conseiller politique Jean-François Lisée, qui aborde la question dans son essai intitulé *Nous*. Il évoque l'idée d'une «religion soft», où on refuse la pratique quotidienne mais où on célèbre encore plusieurs rites importants à l'Église, notamment les funérailles et les baptêmes. Ainsi, de nos jours au Québec, plus de la moitié des nouveaux-nés sont baptisés.

Pourquoi? Parce qu'un nombre croissant de Québécois n'ont pas connu l'Église des années 50, celle qui a été largement rejetée pendant la Révolution tranquille. «Ceux qui étaient adultes à ce moment-là ont fait le travail essentiel de se libérer du joug de l'Église, ex-

plique M. Lisée. Et ils ont développé une sorte d'allergie à la religion et au culte. Mais cette relation de rébellion après la sujétion se pacifie et se dépassionne aujourd'hui. Alors, on se rend compte que la religion catholique fait partie de nous, à différents degrés.»

«Le catholicisme demeure extrêmement important comme marque identitaire, approuve Louis Rousseau, sociologue et théologien à l'UQAM. Peu importe comment on pratique, quand on a plus de huit personnes sur dix qui se disent catholiques lors du recensement alors qu'elles ont tous les choix devant elles, c'est parce qu'on considère qu'il y a une part de nous-mêmes là-dedans.»

Chose certaine, «les gens ne sont pas indifférents au catholicisme», notait déjà Gilles Routhier trois jours avant que Marc Ouellet ne publie sa lettre. Le théologien de l'Université Laval exprimait alors que «même s'ils sont parfois fâchés ou déçus de l'Église, il n'y a pas d'indifférence dans la relation des Québécois au catholicisme». Les réactions pour le moins abondantes et variées à la lettre du cardinal (même la ministre des Finances s'est sentie interpellée) semblent lui donner raison.

VOIR PAGE A 12: RELIGION

**À la recherche du plat national du Québec**

Les Espagnols ont la paella, les Belges, les moules-frites. Et le Québec?

Pour participer, allez voir notre site Internet, [www.ledavoir.com](http://www.ledavoir.com), ou écrivez-nous à: [conso@ledavoir.com](mailto:conso@ledavoir.com)

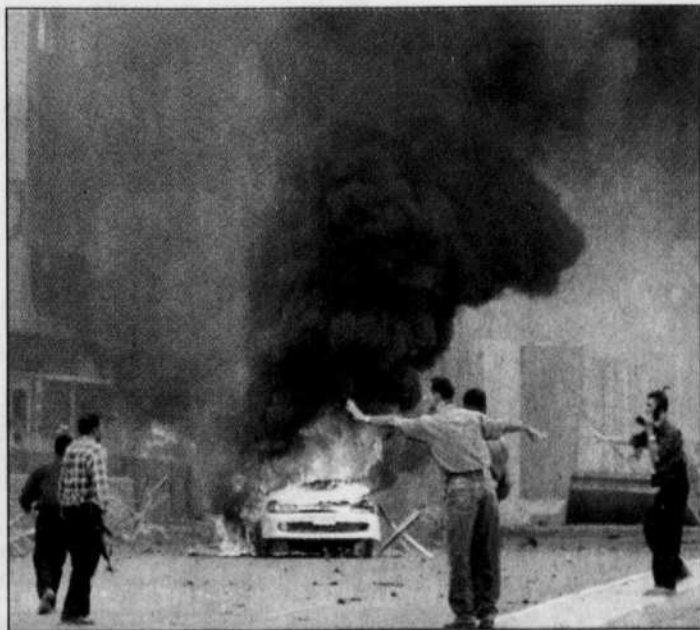
## L'arme du pauvre

L'histoire de la voiture piégée, de 1920 à nos jours, racontée par l'historien Mike Davis

GUY TAILLEFER

Quel rapport entre les feux qui ont dévasté le sud de la Californie le mois dernier et les voitures piégées qui éclaboussent l'Irak? Aucun, sinon un journaliste et activiste de San Diego, Mike Davis, qui a couvert les incendies qui sévissaient dans sa cour pour des journaux comme *The Guardian* de Londres et *The Nation* de New York. En historien doué, il vient aussi de publier une fascinante histoire de la voiture piégée, *Buda's Wagon - A Brief History of the Car Bomb*. Ou de ce qu'il appelle «l'armée de l'air des pauvres».

*Buda's wagon?* Par une journée de septembre 1920, un anarchiste italien du nom de Mario Buda fait exploser près de Wall Street, à New York, un chariot tiré par des chevaux, rempli d'explosifs et de ferraille, pour protester contre l'arrestation de Sacco et Vanzetti, qui seront exécutés sept ans plus tard



AHEMED AL-RUBAYE AGENCE FRANCE-PRESSE

«Les armes nucléaires et biologiques, le gaz sarin et l'anthrax font peut-être faire des cauchemars, mais la voiture-bombe est aujourd'hui devenue le cheval de trait du terrorisme urbain», affirme le professeur Mike Davis.

VOIR PAGE A 12: ARME

Le livre qui a secoué la colline parlementaire

EDDIE GOLDENBERG

Comment ça marche à Ottawa



416 PAGES - 14,95\$

EDDIE GOLDENBERG

Comment ça marche à Ottawa

FIDES 70 ans de bonnes lectures [www.editionsfides.com](http://www.editionsfides.com)

INDEX

Actualités..... A 3	Idées..... C 5
Annonces..... B 10	Monde..... A 10
Avis publics... B 7	Mots croisés.. D 5
Bourse..... B 4	Météo..... B 11
Carrières..... B 6	Perspectives... C 1
Décès..... B 10	Rencontres.... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 11
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 7

Faire rayonner le talent et l'expertise d'ici **nous permet d'être Alcoa.**



**ALCOA**

L'aluminium sous une autre perspective  
[www.alcoa.com/canada](http://www.alcoa.com/canada)

## ACTUALITÉS

# Changements climatiques: Harper risque de perdre un allié

*Les Australiens s'apprêtent à élire le leader travailliste, favorable au protocole de Kyoto*

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — Ils n'y ont pas le droit de vote et le pays se trouve à des milliers de kilomètres, mais jamais les élections générales de ce week-end en Australie n'auront à ce point attiré l'attention des environnementalistes et des députés de l'opposition du Canada.

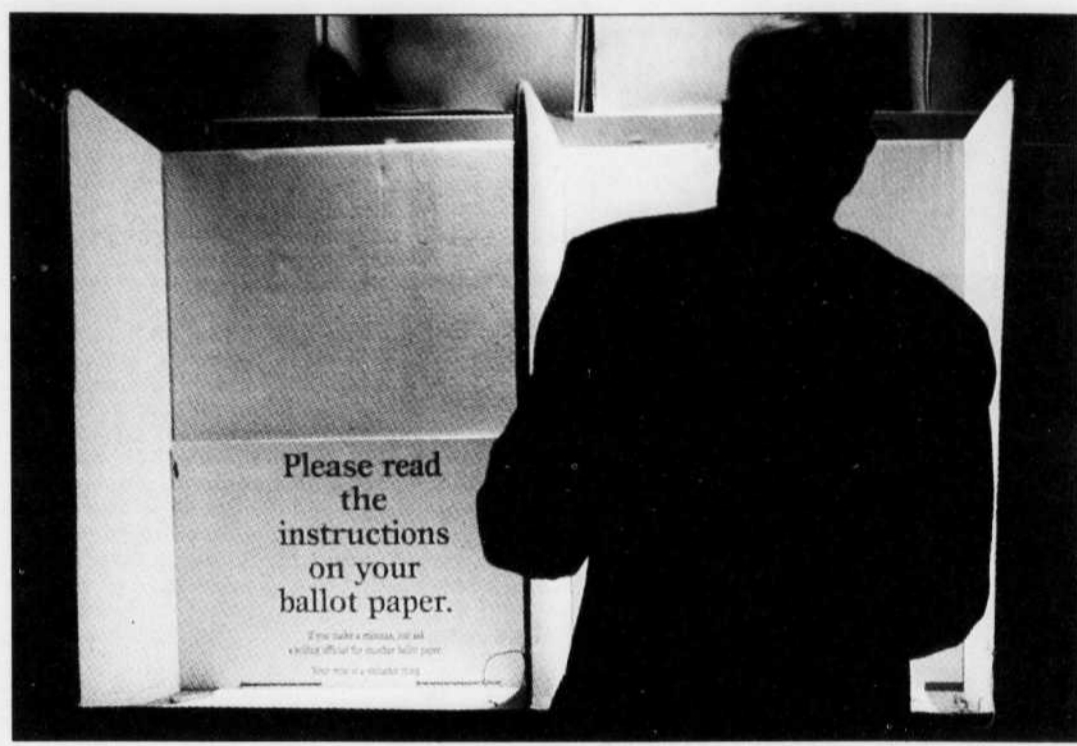
C'est que le résultat de ce scrutin risque d'avoir un impact significatif sur le gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui pourrait perdre son principal allié sur la scène internationale en matière de changements climatiques. Tout indique en effet que les Australiens porteront au pouvoir le Parti travailliste de Kevin Rudd, qui a fait son cheval de bataille de la lutte contre les changements climatiques.

L'Australie, gouvernée par John Howard depuis 1996, n'a jamais ratifié le protocole de Kyoto, tout comme les États-Unis. Celui qui semble en voie de devenir le prochain premier ministre a promis de changer immédiatement cette situation. M. Rudd s'est aussi engagé à représenter son pays lors de la réunion internationale de Bali, qui s'ouvrira dans une semaine, afin de discuter du nouveau plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) post-Kyoto.

Pour Matthew Bramley, du Pembina Institute, les élections australiennes pourraient sonner la fin de la récréation.

«Parmi l'ensemble des pays industrialisés, le Canada devient de plus en plus isolé avec son approche», soutient M. Bramley. Le Canada serait vraiment seul dans le camp de M. Bush pour ce qui est des attitudes envers les objectifs de la première période de Kyoto», poursuit-il.

Le gouvernement Harper affirme depuis des mois qu'il ne pourra pas respecter ses objectifs de réduction des émissions de GES en vertu du protocole de Kyoto. La position qu'il défendra lors des négociations du sommet de Bali demeure encore floue, mais le ministre de l'Environnement, John Baird, affirme que la prochaine entente devra prévoir des cibles pour



Un électeur australien s'apprête à remplir son bulletin de vote. Les électeurs s'apprêtent à bouder dehors l'actuel premier ministre, qui n'a jamais ratifié le protocole de Kyoto, pour le remplacer par le leader travailliste Kevin Rudd (ci-dessous), chaud partisan dudit protocole. Stephen Harper sera d'autant plus isolé dans le camp des opposants.



STEVE HOLLAND REUTERS

les pays en développement, sans quoi le Canada ne sera pas de la partie.

Les environnementalistes ne sont pas les seuls à suivre de près la scène politique australienne: les députés des partis d'opposition sont tout aussi intéressés.

Le député néo-démocrate Nathan Cullen s'anime lorsqu'on aborde cette question. A son avis, le changement de cap de l'Austra-

lie aura «un impact énorme» sur la suite des choses.

«Le dernier allié de M. Harper ne sera plus là», affirme M. Cullen, qui se réjouit déjà des changements qui pourraient aussi survenir aux États-Unis avec le départ annoncé de George W. Bush et l'élection présidentielle de 2008.

«Le sol se dérobe sous les pieds de M. Harper sur la scène internationale. Il perdra le peu d'appuis qu'il a

et sera isolé», résume M. Cullen.

En fait, note le bloquiste Bernard Bigras, «la référence anti-Kyoto ne sera plus portée sur les épaules des États-Unis, de l'Australie et du Canada mais seulement sur les épaules du Canada et des États-Unis», ajoutant que le Canada sera perçu comme un «faucou» dans la lutte contre les changements climatiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs de Stephen Harper, le Canada et l'Australie de John Howard ont tissé des liens serrés sur la question des changements climatiques. L'alliance a encore fonctionné, peut-être pour la dernière fois, hier en Ouganda, lors de la réunion des pays du Commonwealth, où les deux pays ont refusé de signer une déclaration finale qui comporterait un engagement ferme à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La Presse canadienne

Jacques Dupuis rejette l'idée d'un moratoire

## Les policiers continueront à utiliser le Taser

MARTIN OUELLET

Québec — Malgré des voix qui s'élèvent jusqu'aux Nations unies pour dénoncer cette arme, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, n'envisage pas d'imposer un moratoire sur l'utilisation au Québec du pistolet à impulsions électriques Taser.

Au contraire, le ministre Dupuis se dit convaincu que cet appareil permet de mieux protéger les policiers engagés dans des situations dangereuses, tout comme les personnes en état de crise.

«Chaque jour, des policiers sont placés dans des situations où leur intégrité physique ou l'intégrité physique d'autres personnes sont mises en jeu. [Dans ce contexte], le Taser est un des instruments utilisés et doit être utilisé dans les meilleures circonstances», a dit M. Dupuis hier.

Par conséquent, «il n'y a pas lieu de demander un moratoire», a tranché le ministre, rejetant la suggestion du Parti québécois d'interdire aux corps policiers de recourir au Taser le temps de mieux encadrer les pratiques d'utilisation de cet appareil.

L'opinion du ministre Dupuis au sujet du pistolet Taser contraste avec celle d'un comité de l'ONU contre la torture, qui a dit estimer hier que l'utilisation du Taser constitue ni plus ni moins une «forme de torture» pouvant «provoquer la mort».

«L'usage de ces armes provoque une douleur aiguë, constituant une forme de torture. [...] Dans certains cas, [l'usage de ces armes] peut même causer la mort, ainsi que l'ont révélé des études fiables et des faits récents survenus dans la pratique», note le comité, composé de dix experts indépendants.

Mais pour M. Dupuis, le lien direct entre l'utilisation du pistolet à impulsions électriques et la mort d'individus ayant reçu une décharge reste à démontrer.

Au Québec, le décès de deux

personnes survenu au cours des heures qui ont suivi le recours au pistolet à impulsions électriques contre elles fait l'objet d'enquêtes à l'heure actuelle. Pour l'instant, «il n'a pas été déterminé que la mort est directement reliée à l'utilisation du Taser», a fait valoir le ministre responsable de la police.

M. Dupuis convient néanmoins qu'il faut adopter de nouvelles directives sur les conditions d'utilisation de l'appareil et, pour cela, il attend le dépôt du rapport d'un groupe d'experts. Mandaté par le ministre en février 2007, le comité de travail fera connaître ses recommandations le 17 décembre.

«La situation est suffisamment sérieuse pour qu'on ait commandé un rapport et qu'on sente le besoin d'adopter une procédure uniforme [d'utilisation du Taser], qui sera déterminée par des experts en la matière», a-t-il affirmé.

Le groupe de travail est notamment composé de policiers, de formateurs, d'un urgentologue et d'un médecin expert en toxicologie. Son mandat consiste à évaluer le protocole d'utilisation de l'appareil dans les corps policiers et son impact sur les personnes qui en sont la cible.

Avec 114 Taser pour 14 000 policiers, le nombre de pistolets à impulsions électriques à la disposition des corps de police québécois demeure limité.

Sur ces 114 pistolets, le groupe d'intervention tactique de la Sûreté du Québec (SQ), qui n'intervient que dans des situations dangereuses, en possède 24. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) en a 14 alors que les policiers municipaux de Québec en possèdent dix.

En 2006, les corps policiers québécois ont eu recours à des pistolets à impulsions électriques à 51 reprises.

Presse canadienne

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545

JE DÉFENDRAI  
VOS INTÉRÊTS

*Sophie*  
**DOWNES** M.Ps.

Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.F.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples  
20 ans d'expérience

Vieux-Montréal

**Vous avez des droits  
nous pouvons vous aider**

**Yves Ménard**  
A v o c a t

Vieux-Montréal

514.861.0469



Livre-cadeau idéal

Alain MESSIER

**DICTIONNAIRE  
ENCYCLOPÉDIQUE ET  
HISTORIQUE DES  
PATRIOTES 1837-1838**

608 pages - 31,45 \$  
ISBN 978-2-7601-6345-4

L'auteur révèle les traces de plus de 5000 patriotes.

GUÉRIN, éditeur ltée  
514-842-3481En vente dans toutes les librairies.  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Colloque international

## Qui dirigera les États-Unis après George W. Bush ?



L'IMPRÉVISIBLE COURSE À LA MAISON BLANCHE 2008

→ Le jeudi 29 novembre 2007, dès 8h30

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec  
3535, rue Saint-Denis  
Sherbrooke

Coût: 40\$ - 15\$ (étudiants)

Renseignements et inscription :

www.dandurand.uqam.ca  
chaire.strat@uqam.ca  
514 987-6781

Événement organisé par l'Observatoire sur les États-Unis  
en collaboration avec le ministère des Relations internationales  
du Québec

Chaire  
Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et opérationnelles

Relations  
Internationales  
Québec

LE CONSEIL  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

TE  
IM UQAM

UQAM  
Prenez position

## LES ACTUALITÉS

## Garderies: l'État n'en fait pas assez, selon l'ADQ

ISABELLE PORTER

Québec — La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a dû rendre des comptes hier dans le dossier des garderies, l'opposition officielle lui reprochant de ne pas en faire assez pour les parents qui doivent toujours composer avec des listes d'attente.

«La gestion de ces listes d'attente est à ce point chaotique qu'il est impos-

sible pour les parents, à l'heure actuelle, d'avoir une juste attente approximative de ce qui se passe [sic]», a dénoncé le député adéquistes François Bonnardel devant la commission des Affaires sociales.

L'ADQ réagissait notamment à la diffusion cette semaine d'un reportage télé faisant état d'une liste d'attente de 15 000 noms à Montréal seulement, alors qu'en juin, la ministre Courchesne parlait de 16 000

places pour tout le Québec.

Mme Courchesne a expliqué qu'en éliminant les doublons et les inscriptions d'enfants qui ne sont pas encore nés, la liste d'attente sur l'île de Montréal compte plutôt 8900 noms. Les libéraux se sont engagés à créer 20 000 nouvelles places à 7 \$ par jour en cinq ans, une promesse qu'elle a promis de tenir hier, rappelant que 2069 places ont été créées depuis juillet.

La ministre a par ailleurs assuré que le grand nombre de naissances observé à l'heure actuelle ne met pas en péril les objectifs du gouvernement. «Actuellement, les deux petits booms de cette année et de l'année dernière font en sorte que notre 20 000 est encore un chiffre valable», a-t-elle commenté.

Flanqués de citoyens insatisfaits, les députés adéquistes François Bonnardel et Sylvain Légaré lui ont

reproché hier de «tuer à petit feu le réseau de garderies privées» tout en critiquant le système universel. «Est-ce que c'est cela, un réseau universel pour toutes les familles au Québec, un réseau qui oblige les parents à considérer la faible chance d'avoir une place en garderie avant même de penser à avoir un enfant?»

La propriétaire d'une garderie privée est venue se plaindre des longs délais pour obtenir le statut

de garderie subventionnée. Daniel Gagnon, un père de famille du comité de Vanier, a quant à lui reproché au gouvernement de laisser les parents dans le brouillard. «Cinq ans, c'est long [...]. Mon plus jeune va avoir deux ans en janvier. Cinq ans, ça veut dire quoi? Ça veut dire que les trois prochaines années, je les passe pas subventionné?»

S'il convient qu'il y a encore du chemin à parcourir, le directeur de l'Association québécoise des CPE, Jean Robitaille, a fait valoir hier que le réseau a fait des pas de géant en dix ans. «On est quand même passés de 50 000 places en 1997 à 200 000. Le verre est à 90 % plein.»

Le réseau québécois des garderies à 7 \$ par jour compte 75 000 places dans les CPE, 88 000 en milieu familial et 35 000 dans les garderies à but lucratif (privées et subventionnées). La moitié de celles qui ont été créées cette année proviennent de la transformation de garderies privées en garderies privées subventionnées.

Le Devoir

## SOINS DENTAIRES

## Et les enfants, monsieur Couillard?

Voilà plus de dix ans que les tarifs payés par le gouvernement aux dentistes du Québec sont insuffisants lorsqu'ils soignent les enfants de moins de 10 ans dans le cadre du régime public de soins dentaires.

Après avoir accepté de le faire, le gouvernement est revenu sur sa parole et refuse de tenir compte de l'augmentation des frais d'exploitation des cliniques dentaires.

Il faut savoir qu'une clinique dentaire est un mini-hôpital dont les dentistes assument seuls tous les frais, de l'équipement le plus spécialisé au personnel le plus qualifié.

Le gouvernement demande aux dentistes d'assumer eux-mêmes les coûts du régime public. Ça fait trop longtemps que ça dure et la situation se détériore de mois en mois.

Ça ne peut plus continuer comme ça. C'est maintenant que le gouvernement doit agir. Sans quoi, à regret, l'adhésion des dentistes au régime de soins dentaires sera remise en question.

Bientôt, il sera trop tard pour y penser.

## Élargissement de la Francophonie

## L'ADQ appuie la position de la France

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Il serait préférable que l'Action démocratique soit au pouvoir au moment du sommet de la Francophonie à Québec, en octobre 2008, croit le critique adéquistes en matière d'affaires internationales et d'exportations, André Riedl. Une «rencontre Sarkozy-Dumont serait beaucoup plus porteuse de fruits qu'avec le gouvernement actuel, qui est pris dans sa poutine», a-t-il déclaré.

Député d'Iberville, M. Riedl estime que la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, a fait fausse route en rejetant d'emblée la proposition d'élargissement faite par la France. Si elle était au pouvoir, l'ADQ appuierait vigoureusement la France.

À la rencontre des ministres de la Francophonie à Vientiane, au Laos, cette semaine, le secrétaire d'État français à la Francophonie, Jean-Marie Bockel, a dit souhaiter que de nouveaux membres se joignent à l'OIF, selon ce que *Le Soleil* a rapporté. M. Bockel songeait à Israël, à l'Angola, à la Thaïlande ainsi qu'à des États arabophones et hispanophones. Mme Gagnon-Tremblay a répondu en plaidant pour «l'approfondissement avant l'élargissement». Elle réclame une redéfinition des critères d'adhésion afin de s'assurer que les pays candidats fassent des efforts concrets pour faire progresser le français.

«Je ne comprends pas l'opposition de la ministre à une occasion qui se présente [d'appuyer notre] principal partenaire, la France», a dit M. Riedl, qualifiant les raisons avancées de «nébuleuses». Selon lui, «pour affirmer son autonomie», le Québec a besoin «d'élargir son rayonnement sur l'échiquier de la mondialisation». Au sein de la Francophonie, Québec occupe une place privilégiée, «il est un gros joueur», a plaidé le député. Accroître le nombre de membres représente une «occasion en or d'établir des relations politiques, diplomatiques et surtout commerciales avec de nouveaux pays», des relations qu'il a qualifiées de «privilégiées». M. Riedl a fait remarquer que le Québec a un gros déficit commercial alors que sa balance commerciale était positive il y a peu, en 2000. À ses dires, l'élargissement de la Francophonie faciliterait la vente de «technologies propres», notamment celles d'Hydro-Québec. «Il faut agrandir notre clientèle», a-t-il résumé. L'élargissement du club francophone multiplierait les sources d'immigration francophones, a-t-il ajouté: «Le Québec a besoin de main-d'œuvre.»

M. Riedl soutient que les affaires internationales sont très importantes pour son parti. «À l'ADQ, on est en train d'établir des contacts avec tous les pays du monde», a-t-il affirmé sans donner plus de détails.

Le 16 août dernier, Mario Dumont avait confié au *Devoir* qu'il comptait se rendre en France en 2008, notamment pour rencontrer Nicolas Sarkozy. Au bureau du chef de l'opposition, on dit que le projet de mission existe toujours mais que rien n'est fixé à ce jour. Ce sera «à l'hiver ou au printemps», nous a-t-on dit.

Le Devoir

**ACDQ**  
ASSOCIATION DES  
CHIRURGIENS DENTISTES  
DU QUÉBEC

## LES ACTUALITÉS

## Les verts réclament plus d'efficacité

STÉPHANE BAILLARGEON

Le Parti vert du Québec (PVQ) regrette la «situation déplorable» dans laquelle se retrouve à ses yeux l'Agence de l'efficacité énergétique mais salue l'arrivée d'écologistes de renom au sein du conseil d'administration de l'organisme. En même temps, la formation politique demande des modifications plus profondes à la composition de ce conseil pour assurer le contrôle par des représentants provenant des milieux environnementaux et de défense des consommateurs.

«Il faut reconnaître le fait que l'Agence de l'efficacité énergétique a échoué sur l'ensemble de ses mandats», a résumé Scott McKay, hier, lors d'une conférence de presse organisée à Montréal.

Radio-Canada révélait cette semaine que le ministre des Ressources naturelles du Québec a rejeté les cibles d'économie d'énergie présentées le printemps dernier par l'Agence. Le plan de réduction de 5 % de la consommation proposé par l'organisme-conseil a été jugé trop conservateur.

L'Agence fondée en avril n'a toujours pas de président-directeur général. Quatre postes demeureraient vacants jusqu'à la nomination, avant-hier, de l'écologiste Steven Guilbeault et de François Tanguay, un ancien directeur de Greenpeace, qui devient président du conseil d'administration.

«Le ministre Béchard ajuste le tir un peu tard, a ajouté M. McKay. Cette attitude est caractéristique du gouvernement, qui affiche un bilan lamentable en matière de conservation de l'énergie.»

Il a donné l'exemple du programme gouvernemental de réduction du gaspillage d'énergie des logements occupés par des familles à faible revenu. Entre 1999 et 2007, à peine 4430 ménages ont bénéficié de l'expertise et de l'évaluation du programme Éconologis alors que le nombre de ménages québécois concernés frise le demi-million.

Le PVQ relie ce laxisme au contrôle de l'Agence par les grands producteurs d'énergie, à commencer par Hydro-Québec. Mercredi, le gouvernement a aussi nommé Guylaine Lehoux comme administratrice. Mme Lehoux est vice-présidente au marketing et à la tarification de Gaz Métro.

Les verts recommandent que la composition du conseil d'administration soit modifiée pour réserver au moins quatre des dix sièges à des représentants des milieux environnementaux, un autre à un porte-parole des énergies renouvelables et un autre encore aux associations de consommateurs.

Le Devoir

Consultations sur la modernisation des installations

## Les employés de Radio-Canada souhaitent quitter la grande tour

JEANNE CORRIVEAU

La Société Radio-Canada (SRC) a mené, au cours des dernières semaines, des consultations auprès de ses employés concernant son projet de modernisation de ses installations. La perspective de quitter la grande tour du boulevard René-Lévesque est accueillie plutôt favorablement par les employés.

Radio-Canada étudie depuis des années des scénarios visant à financer les travaux de rénovation de ses installations. Elle envisage de relocaliser les employés dans les deux nouveaux étages qui seraient construits au pied de la tour. Les stationnements en surface disparaîtraient au sous-sol. Les étages de la tour inoccupée pourraient être vendus ou loués pour loger d'éventuels condos. Quant aux vastes stationnements actuels, ils seraient mis en vente pour permettre la construction de logements, de commerces ainsi que divers services, comme un centre de conditionnement physique.

Le Syndicat des communications de Radio-Canada accueille plutôt favorablement les ambitions de l'employeur compte tenu de la vétusté des locaux. La grande tour de 23 étages, construite au début des années 70, a besoin d'une importante cure de rajeunissement. «On déplace des murs et on joue avec les cloisons depuis 30 ans. Ça ne sera pas un luxe que cet édifice soit remis aux normes», explique le président du syndicat, Alex Levasseur, qui précise que, compte tenu de l'exiguïté des lieux, les équipes de travail doivent souvent être dispersées sur différents étages.

La principale source d'inquiétude exprimée par le syndicat concerne le nombre de places de stationnement qui seront éventuellement disponibles pour les employés. Le nombre passerait de 1200 à entre 800 et 900, prévoit Radio-Canada.

Robert Prud'homme, directeur des communications

à la division immobilière de la SRC, estime toutefois que cette inquiétude n'est pas nécessairement fondée. «Avec un stationnement en surface, on perd 10 % d'efficacité thermique, ce qui n'est pas le cas pour un stationnement souterrain. De plus, on crée 2500 places de stationnement qui seront également disponibles pour les employés», explique-t-il.

Les transports en commun pourraient être éventuellement améliorés dans le secteur, a fait valoir la direction aux représentants syndicaux. M. Levasseur affirme que, lors de discussions avec les autorités municipales, il aurait même été question de permettre le passage d'un tramway sur la propriété si la Ville concrétisait un tel projet. Un passage souterrain pour relier le secteur de Radio-Canada à la station Beaudry fait même partie des hypothèses étudiées.

«C'est un plan qui est très idéaliste, soutient M. Levasseur. Est-ce que ça va se réaliser un jour? Ça, c'est une autre question. Ce n'est pas demain la veille qu'on va assister aux premières pelletées de terre dans ce dossier-là.»

Pour sa part, Michel Legault, vice-président national au Syndicat des techniciens et artisans du réseau français de Radio-Canada (STARF), se dit plutôt satisfait de l'attitude de la direction de Radio-Canada: «Dès le début, elle nous a impliqués dans le projet et il y a une bonne collaboration. [...] On ne peut pas se plaindre de cette attitude», dit-il.

La société d'État mène simultanément des consultations auprès de différents organismes du quartier, qu'il s'agisse de groupes voués au logement, d'associations de marchands ou de citoyens. Radio-Canada espère pouvoir présenter un projet concret à l'automne 2009. Les travaux liés à la modernisation de ses installations pourraient s'échelonner sur près de deux ans, alors que le développement du site pourrait nécessiter de cinq à huit ans de travaux.

Le Devoir

EN BREF

## Nicholson persiste

Ottawa — Le ministre fédéral de la Justice, Rob Nicholson, n'est pas impressionné par les lettres qu'ont envoyées les partis d'opposition au gouvernement du Montana pour réclamer la clémence pour le meurtrier canadien Ronald Allen Smith. «Je pose seulement la question au député», a répondu M. Nicholson au libéral Irwin Cotler lors de la période de questions. «A-t-il été question d'écrire une lettre aux victimes de ce crime? J'entends ce que vous dites. Je constate simplement que cela n'a pas été envisagé.» Ronald Allen Smith a été condamné en 1982 à la peine de mort pour avoir assassiné de sang-froid deux autochtones. Le gouvernement conservateur refuse de faire pression sur le gouvernement du Montana pour que sa peine soit commuée en emprisonnement à vie. — Le Devoir

## Charest à Toronto

Québec — Les gouvernements du Québec et de l'Ontario vont donner lundi à Toronto le coup d'envoi officiel aux négociations devant conduire à la signature d'une entente de libre-échange entre les deux provinces. Jean Charest est attendu à cet effet à Queen's Park en avant-midi lundi, où il participera à une première rencontre de travail avec son homologue Dalton McGuinty. Le premier ministre québécois sera accompagné dans la Ville reine du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand. — La Presse canadienne

EN BREF

## Décision imminente au sujet d'une éventuelle visite du pape

On saura vraisemblablement la semaine prochaine si le pape Benoît XVI sera à Québec en 2008 à l'occasion du Congrès eucharistique international. D'après l'un des promoteurs de sa visite, Luciano

Dorotea, il est prévu que le cardinal Marc Ouellet, qui se trouve déjà à Rome, en discute au cours des prochains jours avec le souverain pontife. Il y a trois semaines, M. Dorotea, l'avocat Marc Bellemaire, le père Jean-Marie Boulay et le jeune chanteur Jérémy Gabriel ont lancé une pétition pour réclamer la venue du pape. Ils disent avoir recueilli plus de 10 000 signatures. — Le Devoir

## RITCHIES

ENCHÈRES



Marc-Aurèle Fortin, Les Grands Arbres  
vendu à un prix record de 807 500 \$ le 19 novembre 2007

Nous acceptons présentement les consignations pour notre prochaine  
**VENTE D'ŒUVRES CANADIENNES IMPORTANTES**  
**MAI 2008**

Notre spécialiste en art canadien sera à Montréal le 3 et 4 décembre

Afin de prendre un rendez-vous en toute confidentialité

veuillez contacter le 514.934.1864 ou montreal@ritchies.com

1980 RUE SHERBROOKE O. SUITE 100, MONTRÉAL, QUÉBEC CANADA H3H 1E8

T 514.934.1864 F 514.934.1860 E montreal@ritchies.com

www.ritchies.com



**ISABELLE FORTIER**  
ACUPUNCTURE - INFIRMIÈRE  
MEMBRE DE L'OAQ ET DE L'OIIQ  
**514-569-2048**



**DANIEL ROULEAU**  
ACUPUNCTEUR - MASSOTHÉRAPEUTE  
MEMBRE DE L'OAQ  
**514-910-7132**

**CLINIQUE D'ACUPUNCTURE**  
6455 CHRISTOPHE COLOMB, SUITE 211, MONTRÉAL H2S 2G5  
Pour des douleurs, maux de tête, anxiété, troubles digestifs ou autres maux, contactez-nous

Voyagez mieux avec Sunwing Airlines et obtenez gratuitement:

**sunwing.ca**  
Vivez la Différence

Verre de champagne - Primeurs cinématographiques  
Écouteurs - Choix de repas chauds - Vin aux repas  
Biscuits non-allergiques - Coffrets - Service de serviettes chaude  
Sièges en cuir - Croustilles à volonté - Sac à dos pour enfants  
avec jeux et jouets - Service courtois et amical

DÉPARTS DE

# NOËL & JOUR DE L'AN

1 SEMAINE - TOUT COMPRIS

<b>SANTA LUCIA</b> Gran Club Santa Lucia Chambre Club Sunwing Mardi 18 décembre	<b>795\$</b>	<b>MANZANILLO DE CUBA</b> Club Amigo Marea Del Portillo Chambre Dimanche 23 décembre	<b>945\$</b>	<b>PUERTO PLATA</b> Casa Marina Beach & Reef Resort Ch. vue jardin Club Sunwing Samedi 22 décembre	<b>1295\$</b>
<b>VARADERO</b> SuperClubs Breezes Jibacoa Ch. vue jardin Club Sunwing Mardi 18 décembre	<b>895\$</b>	<b>ACAPULCO</b> El Tropicano Chambre - Compris Vendredi 21 décembre	<b>995\$</b>	<b>HOLGUIN</b> Brisas Guardalavaca Chambre Dimanche 23 décembre	<b>1395\$</b>
<b>SANTIAGO DE CUBA</b> Club Bucanero Chambre Club Sunwing Jeudi 20 décembre	<b>895\$</b>	<b>VARADERO</b> Oasis Varadero 1920 Chambre Vendredi 21 décembre	<b>1295\$</b>	<b>PANAMA</b> Grand Playa Blanca Chambre Club Sunwing Lundi 24 décembre	<b>1495\$</b>
<b>CAYO COCO</b> Villas Oasis Cayo Coco Bungalow Club Sunwing Lundi 24 décembre	<b>895\$</b>	<b>LA ROMANA</b> Coral Costa Caribe Resort Chambre Vendredi 21 décembre	<b>1295\$</b>	<b>PUNTA CANA</b> The Club at Grand Paradise Bavaro Ch. vue jardin Club Sunwing Dimanche 23 décembre	<b>1595\$</b>

Contactez votre agent de voyages pour réserver ou visitez [www.sunwing.ca](http://www.sunwing.ca)

Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double pour séjour en 1 semaine en formule tout compris (à moins d'indication contraire). Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations seulement. Offres d'une durée limitée. Les prix incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale d'aéroport payable au départ de certaines destinations. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,505 par tranche de 1 000\$ de services achetés. Disponibilité limitée. Prix sujets à changement en tout temps sans préavis. Veuillez consulter la brochure Sunwing hiver 2007/2008 pour les détails et conditions générales. Titulaire d'un permis du Québec. 21/11/2007

Du 12 novembre 2007  
au 1<sup>er</sup> février 2008

## LE CPJ: UNE VOIX POUR LES JEUNES

LE CONSEIL, UN DIALOGUE PERMANENT  
ENTRE LA JEUNESSE ET LE GOUVERNEMENT

**POSEZ VOTRE CANDIDATURE**  
**AU CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE**

[www.jeunes.gouv.qc.ca/candidature](http://www.jeunes.gouv.qc.ca/candidature)

Secrétariat  
à la jeunesse

**Québec**

Avec la participation du  
Conseil permanent de la jeunesse

## LES ACTUALITÉS

Le navire de croisière *The Explorer*, couché sur le côté, en perdition dans les eaux glaciales de l'Antarctique.

SOURCE MARINE CHILIENNE

## Un navire canadien coule en Antarctique

Passagers et membres d'équipage ont pu être évacués à temps

Punta Arenas, Chili — Les 154 passagers et membres d'équipage d'un navire de croisière canadien ont dû évacuer le bateau à bord de canots de sauvetage avant d'être secourus, tôt hier, dans les eaux de l'Antarctique, après une collision avec de la glace.

Un trou gros comme le poing a été percé dans la coque du navire *The Explorer* après le choc survenu pendant la nuit dans les eaux glaciales près des îles Shetland du Sud et de la terre de Graham, une péninsule de l'Antarctique, selon les garde-côtes britanniques.

Les passagers et l'équipage ont été récupérés après cinq ou six heures passées dans les canots de sauvetage par un navire de croisière norvégien, le *Ms Nordnorge*, qui se trouvait dans la zone et a répondu à l'appel de détresse, selon Susan Hayes, vice-présidente au marketing de la compagnie G.A.P. Adventures, un croisiériste de Toronto qui propose des excursions axées sur l'environnement.

La croisière à bord de l'*Explorer*, qui fait 75 mètres de long, devait permettre d'observer notamment des pingouins et des baleines.

«Le navire a heurté de la glace. C'était de la glace immergée. Le choc a percé un trou de la taille du poing dans la coque et le navire a commencé à prendre l'eau [...], mais assez lentement, a-t-elle expliqué. Il gîte. Il est possible que nous perdions le bateau.»

«Les passagers vont tous bien. Tout le monde est là et il n'y a aucun blessé», a-t-elle assuré.

Une autre porte-parole, Marie Ann Macrae, a fait état de 154 personnes à bord, dont 91 passagers originaires de 14 pays, parmi lesquels 23 Britanniques, 17 Néerlandais, 13 Américains et 10 Cana-

diens. D'autres sources font état de 12 passagers canadiens.

Le capitaine du *Nordnorge*, Arvid Hansen, a expliqué que son navire a ensuite mis le cap sur les îles Shetland du Sud, où il était attendu en fin de journée hier.

«Nous allons débarquer les passagers à cet endroit et des avions viendront les prendre dès que le temps s'améliorera», a-t-il expliqué lors d'un entretien téléphonique.

Les voyages en Antarctique sont toujours risqués, a rappelé Mme Hayes. «Il y a de la glace dans cette région. Ça fait évidemment partie des dangers de cette région, mais c'est extrêmement inhabituel [qu'un navire frappe de la glace]. Ça ne nous était jamais arrivé auparavant.»

Les garde-côtes britanniques et argentins avaient été alertés avant l'aube hier que le navire de 2646 tonnes était en détresse et prenait l'eau malgré les efforts déployés pour actionner les pompes à bord, selon le capitaine Juan Pablo Panichini, porte-parole de la marine argentine. Les centres de secours de Norfolk, aux États-Unis, et d'Ushuaia, en Argentine, ont participé à la coordination des secours.

Selon le communiqué de la marine argentine, le capitaine a ordonné aux passagers d'évacuer le navire environ une heure et demie après le premier appel de détresse. Tout le monde a embarqué à bord de huit canots de sauvetage semi-rigidés et quatre radeaux. Le capitaine est parti ensuite.

La mer était calme et les vents légers à ce moment-là, «des conditions optimales pour mener une évacuation», selon Juan Pablo Panichini.

Associated Press et la Presse canadienne

18+ La modération a bien meilleur goût. Eden

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt, SAQ Signature et SAQ.COMI exclus. Cette promotion s'applique uniquement aux bouteilles de spiritueux offertes en succursales les 24 et 25 novembre 2007. Offre valable à l'achat d'un minimum de deux bouteilles de spiritueux de 750 ml ou plus. 18 ans et plus. Quantités limitées. Jusqu'à épuisement des stocks. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée.

## La commission Bouchard-Taylor à Sherbrooke

## Formation de professionnels en médiation interculturelle

LIA LÉVESQUE

là-dessus», a expliqué M. Dumas.

Sherbrooke — Cinq facultés de l'Université de Sherbrooke développent actuellement un programme de maîtrise en médiation interculturelle.

Ce programme, que l'université aimerait implanter en septembre prochain, viserait à former des gestionnaires qui ont à intervenir en matière de relations interculturelles, donc qui sont susceptibles de recevoir des demandes d'accommodement raisonnable, a expliqué hier Marc Dumas, du département d'études religieuses de l'Université de Sherbrooke, à la commission Bouchard-Taylor.

Ce programme est encore en préparation; il est présentement à l'étude au ministère de l'Éducation, a fait savoir M. Dumas, qui est également doyen de la faculté de théologie, éthique et philosophie.

«On croit que la médiation interculturelle est une voie extrêmement probante pour l'avenir», a déclaré M. Dumas.

En plus de ce futur programme de maîtrise, l'Université de Sherbrooke vient d'instaurer, en septembre 2007, un doctorat sur le religieux contemporain.

Ce doctorat, auquel neuf étudiants sont inscrits, permet de former des gens qui seront habilités à analyser les mutations du religieux dans la société. «On se rend bien compte que le religieux n'a plus la place qu'il avait, mais il prend d'autres places, d'autres espaces dans la société. Les gens sont en quête de sens, en quête de spiritualité, fréquentent des groupes alternatifs, construisent leur propre spiritualité. Nous, ce qu'on veut développer, ce sont des personnes qui vont avoir des outils pour lire ces déplacements-là et être capables de les analyser, de jeter un regard critique

## Métis

Les Métis de l'Estrie et de la Gaspésie, de leur côté, ont fait entendre leur ressentiment devant la façon dont ils ont été traités au fil des ans.

«Avant d'accommoder les arrivants, il y a une vieille dette morale dont il faut s'acquitter avant de prétendre à l'exercice du respect des cultures venant hors du pays», a lancé Danielle Robineau, de la Communauté métisse de l'Estrie.

«Nous avons été négligés par l'histoire. On n'est pas reconnus. On se voit disparaître», s'est plaint de son côté Raymond Cyr, de la Communauté métisse de la Gaspésie.

De son côté, le groupe AIDE (Actions interculturelles de développement et d'éducation) s'est félicité de l'intégration sociale des immigrants dans sa région, mais il a déploré les problèmes d'intégration professionnelle qui persistent. «Il y a l'intégration professionnelle qui fait défaut», a déploré le porte-parole Mohamed Soulamy, citant entre autres le manque de reconnaissance des diplômés reçus à l'étranger.

M. Soulamy a cité des statistiques selon lesquelles le taux de chômage des immigrants arrivés au pays depuis moins de cinq ans atteint 17,8 %, alors qu'il est de 6 % pour les gens natis d'ici.

Le groupe a, à son tour, revendiqué une campagne d'information sur les avantages de l'immigration, une constance devant cette commission.

M. Soulamy a également demandé que le programme scolaire inclue l'histoire de l'immigration. Il a également demandé que la fonction publique, les commissions scolaires et les municipalités donnent l'exemple en employant davantage d'immigrants.

La Presse canadienne

GUÉRIN, éditeur ltée  
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies  
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

# LES ACTUALITÉS

## L'homme et le mythe

René Lévesque vu par ses collaborateurs et interprété par les autres



BRIAN MYLES

Lévesque réel, Lévesque rêvé. Le père du mouvement souverainiste moderne a été retourné sous toutes ses coutures hier lors d'un colloque réunissant quelque 160 personnes à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BaNQ).

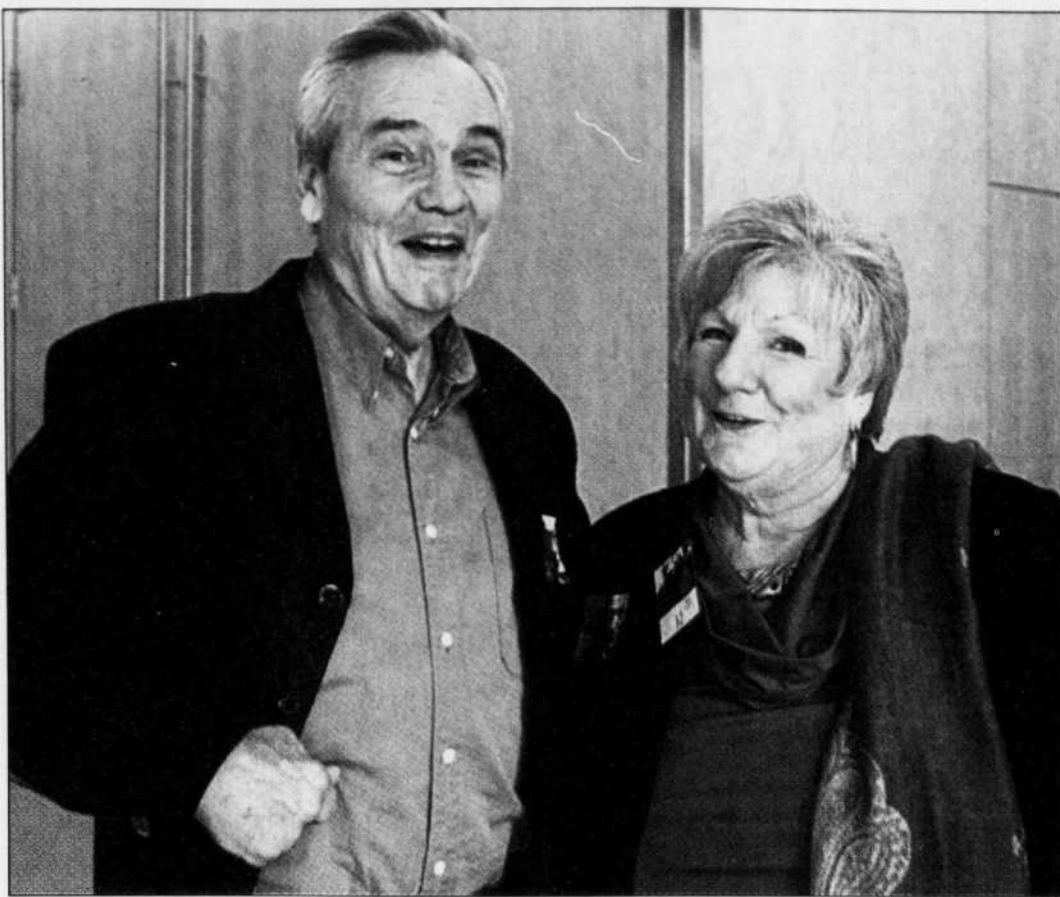
L'événement organisé par la Fondation René-Lévesque a permis à d'anciens collaborateurs de M. Lévesque et des universitaires d'échanger sur l'héritage de l'ancien premier ministre, plus populaire 20 ans après sa disparition que de son vivant. Ce paradoxe a été souligné notamment

« Ce n'est qu'à sa mort que le mythe a pris naissance »

-Lysiane Gagnon

Lors de sa démission en 1985, M. Lévesque a vu sa cote de popularité tomber en chute libre, a rappelé Mme Gagnon. Les militants du Parti québécois (PQ) s'apprêtaient à lui montrer la porte. « Ce n'est qu'à sa mort que le mythe a pris naissance », écrit Mme Gagnon. Selon elle, cet homme d'un grand charisme a incarné jusqu'à ses tics le Québecois « rebelle et ambivalent », qui aspirait à la souveraineté mais n'a jamais su faire le pas ultime car il restait enraciné au Canada.

Avec le recul historique, l'image de « libérateur de peuple » évoquée jadis par Félix Leclerc se dissipe, a affirmé le philosophe et écrivain Daniel Jacques. Lévesque appartient plutôt à la longue lignée des



Michel Carpentier et Gracia O'Leary, respectivement chef de cabinet et attachée de presse et de René Lévesque à l'époque où celui-ci fut premier ministre du Québec.

« héroïques perdants ». « Il était porteur d'un idéal qui ne s'est pas réalisé », a dit le directeur de la revue *Argument*. M. Jacques a reproché à René Lévesque d'avoir inauguré « une politique du déni de la réalité » en ne prenant pas acte de la défaite référendaire de 1980. Un aveuglement dont souffre encore le Québec de 2007. L'existence d'une bibliothèque, d'une capitale, d'un musée tous dits « nationaux » en est le plus bel exemple. Dans les faits, la majorité francophone a choisi, deux fois plutôt qu'une, de demeurer une province, une minorité au sein du Canada. Ces propos ont suscité des réactions vives, mais po-

lies, des anciens collègues de René Lévesque, à commencer par son ancien chef de cabinet, Louis Bernard. « Le verdict référendaire, c'est le PQ qui ne l'a pas accepté. Mais lui, il l'a accepté. Il s'est appliqué, en bon premier ministre provincial, à tenter de récupérer les pots cassés », a commenté M. Bernard. Les négociations constitutionnelles de 1981-82, le « beau risque » et le projet de réforme qu'il avait soumis à Brian Mulroney peu avant son départ de la vie politique en constituent autant d'illustrations.

Le contraste était plutôt saisissant dans ce colloque. D'un côté, il y avait les collaborateurs de la première

heure de M. Lévesque, mémoires vivantes, qui ont décrit la pensée de l'homme à partir de leur contact intime avec lui. De l'autre, il y avait les universitaires, qui reconstruisaient l'héritage de Lévesque, sans avoir côtoyé ce dernier, à partir de ses écrits et actes politiques. Qu'on le veuille ou non, René Lévesque devient un objet d'étude, avec toutes les interprétations possibles que suppose la recherche scientifique.

Il aurait préféré la souveraineté-association à l'indépendance s'il avait dû choisir entre les deux, a dit Louis Bernard. Il était populiste, dans la mesure où il partageait « l'orgueil des humbles », a estimé le sociologue Jean-Jacques Simard. De gauche, certes, mais au sens « américain » du terme. « C'était un libéral à l'américaine », à l'instar du président Franklin Delano Roosevelt, qu'il admirait tant. « Foncièrement individualiste », il n'acceptait pas les inégalités sociales qui étaient de nature à brimer les individus dans leur quête d'autonomie, a résumé M. Simard.

Le PQ d'aujourd'hui

Personne, du moins en matinée, ne s'est risqué à des extrapolations au sujet de ce que Lévesque penserait de l'évolution du PQ et de ses dirigeants contemporains. Ce serait un sacrilège que de faire parler les morts. Chose certaine, la bête politique se méfiait de son vivant du nationalisme fauve. Le terme « identité » sortait rarement de sa bouche. « Lévesque craignait beaucoup les emballements nationalistes de toutes sortes, la démagogie qui se gonfle d'elle-même. Il avait une saine peur d'une dérive de l'affectivité collective », a dit M. Simard. Le souvenir des années 30, avec la montée de l'extrême droite dans tout l'Occident et le triomphe du fascisme et du nazisme en Europe, était bien vivant dans son esprit.

Même à la tête du PQ, René Lévesque est demeuré attaché aux valeurs du Parti libéral du Québec (PLQ) de Georges-Émile Lapalme. C'est du moins la thèse soutenue par l'historien Michel Lévesque (aucun lien de parenté). De Lapalme, Lévesque a retenu l'honnêteté et la conception d'un nationalisme progressiste soucieux du bien-être des familles et de leurs enfants. Au contact de l'organisateur politique libéral Gérard Brady, il a développé l'intime conviction qu'il fallait à tout prix assainir les mœurs électorales, limiter le financement des partis et le rendre plus transparent.

À l'ère des scandales politiques qui éblouissent les Brian Mulroney, Jean Chrétien et Paul Martin de ce monde, un leader politique de la probité d'un Lévesque ne court pas les rues, a fait remarquer Michel Lévesque.

Le Devoir

# Envolez-vous !

**1028 \$** Cayo Santa Maria  
Cuba  
MELIA CAYO SANTA MARIA 4 1/2 \*  
Suite Junior  
11 et 18 janvier

**1058 \$** Puerto Plata  
Rép. Dominicaine  
BARCELO PUERTO PLATA 4 \*  
Chambre Club Premium  
11 janvier

**1068 \$** Samana  
Rép. Dominicaine  
ROYAL GOLDEN AU GRAND BAHIA PRINCIPE EL PORTILLO 4 1/2 \* | Suite junior Royal Golden  
14 et 21 janvier

**1088 \$** Holguin  
Cuba  
SOL RIO DE LUNA Y MARES RESORT 4 \*  
Chambre  
13 janvier

**1998 \$** Punta Cana  
Rép. Dominicaine  
REGENCY CLUB AU PUNTA CANA PRINCESS ALL SUITES RESORT & SPA 4 1/2 \* | Suite de luxe  
22 décembre

**1998 \$** Riviera Maya  
Mexique  
ROYAL GOLDEN AU GRAN BAHIA PRINCIPE COBA 5 \* | Suite junior Royal Golden  
24 décembre

**CROISIÈRE**

**1448 \$** Costa Atlantica  
ANTILLES EXOTIQUES  
Cabine vue mer avec vérandas | Cat. 7-8  
17 décembre | Vol, croisière et transferts

### L'Exposition d'hiver d'Antiquités de Montréal

23 au 25 novembre, 2007

**HIPPODROME de MONTRÉAL**  
7440, boul. Décarie

Des antiquaires prestigieux vous offrent une sélection vaste d'objets du monde entier

Vendredi	23 novembre	11h - 21h
Samedi	24 novembre	11h - 18h
Dimanche	25 novembre	11h - 17h

Adulte \$8.00 • Âge d'or \$6.00 • Enfant \$1.00

(514) 933-6375

### Conférence

Dans la série :  
**Les grands acteurs d'un monde en mutation**

## La Chine après le 17<sup>e</sup> congrès du Parti communiste : en route vers « l'harmonie » sociale ?

**Conférencier :** André Laliberté, professeur, Département de science politique  
**Commentateur :** Peter Leuprecht, directeur de l'IEIM

→ **Le mercredi 28 novembre à 18 h 30**

Université du Québec à Montréal  
Pavillon Athanase-David, local D-R200  
315, rue Sainte-Catherine Est  
Berri-UQAM

**Entrée libre**

Renseignements :  
514 987-3667  
www.ieim.uqam.ca

**Doublez vos récompenses chez Club Voyages !**  
Obtenez le **DOUBLE** des milles de récompense AIR MILES<sup>md</sup> en réservant vos vacances avant le 30 novembre 2007.

**1 866 777-0608**  
[www.clubvoyages.com](http://www.clubvoyages.com)

# Canon

**Pour vos meilleurs moments...**

Réflex numérique 10 MP  
Boîtier très compact & design  
Opération intuitive & fiable  
Système Anti-Poussière  
Écran LCD 2.5"  
Objectif zoom 18-55mm

**\$789,00**  
Ensemble avec sac de luxe et carte 2 GO

Boîtier élégant et solide  
Objectif grand-angle zoom 28-105 mm  
8 méga pixels  
Écran LCD 3"

**\$379,00**  
Ensemble avec étui en cuir et carte 1 GO

**Camtec Photo**  
Deux Adresses dans le Vieux-Montréal

26 rue Notre-Dame est (près de St-Laurent) 514.875.5110    495 rue McGill (coin Notre-Dame) 514.842.4818    [camtecphoto.com](http://camtecphoto.com)

## DOSSIER

Une relève  
rachitique

*Le Grand Séminaire  
de Montréal compte dix  
fois moins d'étudiants  
qu'aux grandes années*



ANNIK DE CARUFFEL

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ce n'est pas la place qui manque au Grand Séminaire de Montréal. Alors que cet établissement comptait près de 300 étudiants à la fin des années 50, il en compte 36 aujourd'hui.

Dans la grande chapelle centenaire, fraîchement rénovée, les trois rangées de bancs sculptés le long des imposants murs demeurent largement vides, même à l'heure des messes communes. «*Pour avoir de la place, nous avons de la place*», dit Clément Laffitte. Dans quatre ans, il deviendra prêtre... s'il ne bifurque pas en cours de formation, à l'instar de près d'un étudiant sur trois.

Cette formation est longue: deux ans pour obtenir un baccalauréat «à la romaine» en philosophie, puis cinq autres années pour décrocher un deuxième baccalauréat en théologie, suivi d'une maîtrise dans le même domaine. Les étudiants passent donc sept ans entre ces murs qu'ils habitent au quotidien (tout en restant libres de leurs mouvements les soirs et les fins de semaine: il ne s'agit pas d'un cloître).

Or l'Église a grand besoin de nouveaux effectifs. La désaffection des églises a forcé des regroupements de paroisses ainsi qu'une nouvelle répartition des tâches des prêtres au cours des dernières années.

Ceux-ci doivent maintenant se débrouiller seuls là où on comptait auparavant trois ou quatre prêtres.

On en déduit donc qu'il faut vraiment avoir la foi pour se lancer dans de telles études. Et c'est vrai, reconnaissent en chœur Clément Laffitte (38 ans), Jean-François Roy (23 ans) et Denis Leblanc (52 ans), trois séminaristes rencontrés par *Le Devoir* cette semaine.

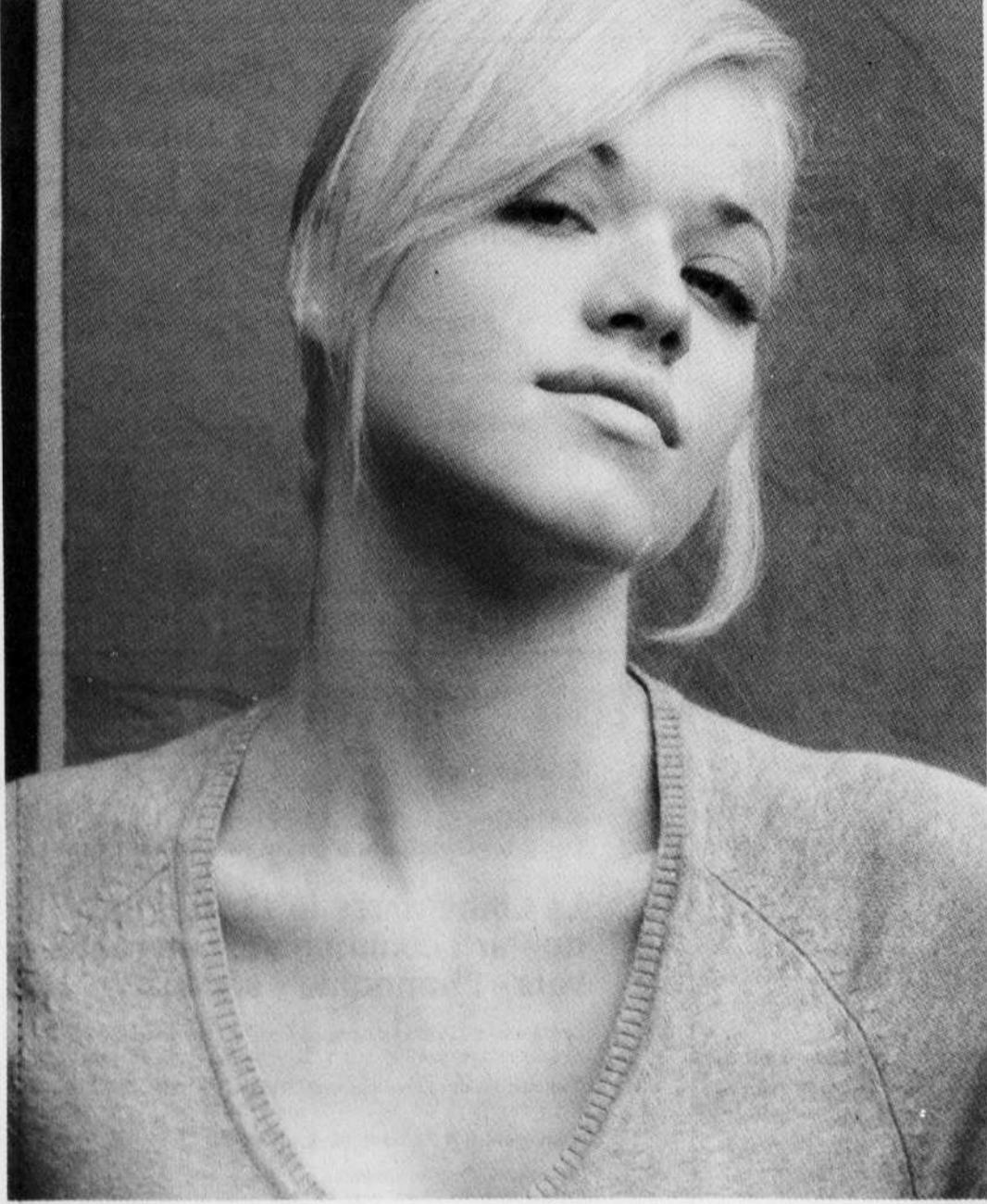
Ces trois étudiants illustrent la diversité de la relève du clergé québécois: des parcours de vie bigarrés, des écarts d'âge considérables et une grande lucidité devant ce qui s'en vient. «*On ne se raconte pas d'histoires*, dit le cadet du trio. *On va vivre une période difficile en sortant d'ici.*»

À son âge, Jean-François Roy détonne un peu dans le lot. Quand il était jeune, il se rendait à la messe sans ses parents et rêvait de devenir prêtre, comme d'autres rêvent de jouer au hockey. À 19 ans, il a été admis au séminaire. Ce sera sa première et, il le souhaite, son unique carrière.

À l'inverse, Denis Leblanc a travaillé 12 ans comme fonctionnaire et autant d'années comme directeur général d'un organisme pour les aînés avant de faire le saut à 50 ans. Il se présente donc au terme d'une longue réflexion, enrichie de diverses expériences de vie.

Clément Laffitte, lui, est quelque part entre les deux: sur la terre familiale, on était catholique. Mais

**JE PARAIS DANS  
UNE PUBLICITÉ OÙ  
J'AI LE T-SHIRT MOUILLÉ.  
PERSONNE S'EN PLAINT.**



## ET VOUS?

**VOUS POUVEZ PORTER PLAINTÉ CONTRE TOUTE PUBLICITÉ  
OU PROMOTION D'ALCOOL TRAITANT LES PERSONNES COMME  
OBJETS DE PLAISIR.**

Le Conseil d'éthique de l'industrie québécoise des boissons alcooliques voit au respect d'un code interdisant toute communication qui:

- favorise le sexisme;
- incite à l'abus;
- laisse entendre que la consommation va de pair avec la réussite sociale ou la popularité, améliore la santé, les capacités intellectuelles et physiques, etc.

Le Conseil d'éthique est un organisme indépendant, doté du pouvoir d'intervenir. Il rend ses décisions rapidement et s'engage à respecter l'anonymat des plaignants.

Pour plus de renseignements et  
pour porter plainte:  
[www.educalcoool.qc.ca/ethique](http://www.educalcoool.qc.ca/ethique)  
[info@conseilethique.qc.ca](mailto:info@conseilethique.qc.ca)

**CONSEIL D'ÉTHIQUE  
DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE  
DES BOISSONS ALCOOLIQUES**

**Ginger...**  
une ambiance des plus festives  
NOUVEAUTÉ

**Ginger...**  
Une ambiance épicée sur fond de gingembre fraîchement râpé, de jasmin et de musc blanc. Offrez-vous un parfum d'intérieur raffiné et exotique.

Game exclusivement disponible dans les boutiques Dans un Jardin

**Dans un Jardin**  
1 800 363-3663 [www.dansunjardin.com](http://www.dansunjardin.com)

Aussi disponibles: Crème à mains et Savon à mains avec l'agent CAPTOQUEUR® exclusif. Parfum d'ambiance, Bougie et porte-lumignon.

## DOSSIER

avant de découvrir sa vocation, il a fallu quelques années de travail sur la ferme, puis un séjour comme frère dans une communauté.

## Loin de la gloire

«Ce n'est pas une décision facile de nos jours, dit Alain Mongeau, curé dynamique d'une paroisse du Plateau Mont-Royal. Moi, j'ai une formation en communication et en littérature, je n'étais pas enclin vers la prêtrise. Alors, quand j'ai annoncé que j'entrais au séminaire, je pense que j'ai perdu tous mes amis en une semaine! Le téléphone a cessé de sonner. Mes proches me disaient les classiques du genre: "Ça va? Tu es désespéré à ce point-là?" On est loin du temps où c'était la gloire, devenir prêtre.»

Ce qui n'est pas mauvais en soi, dit-il: on s'assure ainsi d'un «sentiment d'authenticité» chez ceux qui font la démarche de s'engager.

«La participation de ces gens rajeunit et dynamise les paroisses» Ses trois futurs collègues disent ne pas avoir entendu de telles réactions. «Souvent, les gens ne savent pas ce que c'est, explique Jean-François Roy. Alors ils posent beaucoup de questions, ils sont très curieux. Le mot "courage" revient régulièrement dans les commentaires qu'on entend.»

Après 11 années de prêtrise, Alain Mongeau souligne quant à lui que ce courage n'est pas que pour les prêtres: «le simple fait d'être croyant et de s'afficher clairement est un acte qui démarque.» Ainsi, le cas de Martin Raymond, 27 ans, qui fait partie de la Bande FM, un groupe de jeunes qui se réunit dans la paroisse du curé Mongeau. Il y a 11 ans, sans aucune pression familiale, le jeune Raymond s'est «converti».

Lui qui «croyait les croyants idiots» est devenu l'un deux. «Et je le dis sans aucune gêne.» Cela même si certains le prennent pour un extraterrestre ou demeurent convaincus qu'il a commis quelque chose de grave dont il doit se repentir. «Il faut leur dire en riant qu'on n'est pas des ex-voleurs, juste des êtres humains qui pratiquent une activité de sens. Les gens sont respectueux de ce choix.»

## Le salut laïque

Tous ceux qui observent la façon dont l'Église évolue anticipent de grands changements au cours des prochaines années. On pressent une Église moins centralisée. En ce sens, des gens comme Martin Raymond et d'autres laïcs pourraient jouer un rôle de plus en plus actif. Faute d'effectifs, le débat sur le mariage des prêtres et sur l'ordination des femmes va revenir.

Déjà, certaines paroisses tentent d'organiser des célébrations auxquelles le prêtre n'assiste pas: il consacre les offrandes à l'avance et des laïcs formés président la petite assemblée. À Montréal, le diocèse recense aussi plus de 3000 bénévoles laïques qui donnent des cours de catéchèse aux jeunes. «La participation de ces gens rajeunit et dynamise les paroisses», dit Alain Mongeau. Et si le salut de l'Église passait par les laïcs?

Le Devoir



FRÉDÉRIC FLORIN AGENCE FRANCE-PRESSE

## LA PAROLE EST D'ARGENT

## Madame la ministre Courchesne

Notre rencontre du 29 novembre est capitale pour nos membres.

Nous avons besoin de **2,3 millions** de dollars. Question de vie ou de mort.

**Nous y serons. Parole d'honneur!**



Fédération québécoise  
des centres communautaires  
de loisir



# LE MONDE



## Le Liban n'a plus de président

Émile Lahoud confie la sécurité à l'armée, le gouvernement refuse

RANA MOUSSAOUI

Beyrouth — Le président soraissant libanais Émile Lahoud a décidé hier de confier la sécurité du pays à l'armée, à quelques heures de la fin de son mandat, une décision immédiatement rejetée par le gouvernement, alors que le pays entre dans une période de vide présidentiel.

M. Lahoud a décidé de «confier à l'armée la prérogative de préserver la sécurité sur l'ensemble du territoire et de mettre toutes les forces de sécurité sous l'autorité» de celle-ci, a affirmé son porte-parole Rafic Chalala. «Il y a des conditions et des risques sur le terrain qui pourraient mener à un état d'urgence», a-t-il ajouté.

Contactée par l'AFP, l'armée s'est refusée à tout commentaire.

Le président Lahoud, un pro-syrien, devait quitter ses fonctions à minuit hier, en vertu de la Constitution, sans que le Parlement soit parvenu à élire son successeur.

Un haut responsable de la sécurité a déclaré à l'AFP que l'annonce de M. Lahoud «équivalait à déclarer l'état d'urgence», mais «le président n'est pas habilité à prendre cette décision», a-t-il ajouté.

Une source proche du palais présidentiel a de son côté indiqué à l'AFP que la décision de M. Lahoud signifiait que l'armée avait «le droit de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour préserver la sécurité».

Le gouvernement libanais, soutenu par la majorité antisyrilienne, a aussitôt rejeté cette décision, la qualifiant de «non valable».

La décision «n'a aucune valeur constitutionnelle et de ce fait elle est nulle et non avenue», a affirmé à l'AFP un responsable du bureau du premier ministre Fouad Siniora sous le couvert de l'anonymat.

Ce responsable a précisé qu'une telle décision ne pouvait émaner que du conseil des ministres, conformément à la Constitution.

Le cabinet de M. Lahoud avait auparavant annoncé que le président sortant quitterait ses fonctions comme prévu par la Constitution à minuit, terme de son mandat, en dépit de l'incapacité du Parlement à se mettre d'accord sur le nom de son successeur.

En vertu de la Constitution, les prérogatives du chef de l'État sont automatiquement transmises au gouvernement de Fouad Siniora.

En raison de la haute tension po-



Le leader de la majorité parlementaire antisyrilienne, Saad Hariri (à gauche).

litique, les mesures de sécurité ont été renforcées, notamment à Beyrouth et dans ses environs. Blindés, soldats et membres des Forces de sécurité intérieure étaient postés aux principaux axes routiers de la capitale.

Hier, la séance parlementaire consacrée à l'élection d'un nouveau chef de l'État a été reportée pour

la cinquième fois en deux mois, faute d'un accord entre la majorité parlementaire antisyrilienne et l'opposition soutenue par Damas et Téhéran.

Le report aggrave les incertitudes sur l'avenir politique du pays et les inquiétudes sur une dégradation de la sécurité.

La majorité parlementaire antisyrilienne accuse l'opposition de vouloir un président inféodé à la Syrie et à l'Iran. Le camp pro-syrien est de son côté convaincu que le pouvoir veut choisir un chef de l'État soumis aux Américains.

D'après un responsable du service de presse de la présidence, M. Lahoud a déjà fait transporter ses affaires personnelles dans sa résidence de Baabdat, dans l'est de Beyrouth.

Le report de l'élection du président marque aussi l'échec des multiples appels internationaux, en particulier de la France, très présente sur ce dossier depuis plusieurs mois, mais aussi de l'ONU et de la Ligue arabe, pour tenter de parvenir à l'élection dans les délais d'un président «de large rassemblement».

L'Union européenne a appelé les partis politiques libanais à «continuer le dialogue» et à «s'abstenir de toute action qui pourrait troubler l'ordre public», tandis que la France a dit qu'elle continuait «à espérer».

Le vice-ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi a de son côté estimé que le Liban était «très proche d'une guerre civile».

Agence France-Presse

EN BREF

### Menaces contre un adversaire de l'impunité

Trois mois après avoir été nommé président de la Commission de lutte contre l'impunité dans les assassinats de journalistes en Haïti, Joseph Guylor Delva a dû fuir le pays le 9 novembre dernier après avoir été menacé de mort à plusieurs reprises. Les exils forcés se produisent fréquemment dans l'île, se désolent Reporters sans frontières, soulignant que le départ de M. Delva «montre que le combat pour la liberté de la presse reste d'actualité en Haïti». La commission a été mise sur pied le 10 août dernier à l'initiative du président René Préval. M. Delva était le correspondant de plusieurs médias étrangers à Port-au-Prince, dont la BBC et l'agence Reuters. Il était aussi l'animateur d'une émission d'actualité de la station de radio Mélodie FM. — *Le Devoir*

### La Pologne ne ratifiera pas la Charte

Varsovie — Le nouveau gouvernement polonais ne va pas signer la Charte européenne des droits fondamentaux, l'opposition ayant menacé dans le cas contraire d'empêcher la ratification du nouveau traité européen simplifié, a déclaré hier le premier ministre Donald Tusk. Le précédent gouvernement, nationaliste et conservateur, avait multiplié les dérogations vis-à-vis de la Charte, suivant la Grande-Bretagne lorsque Londres a refusé qu'elle s'applique à ses ressortissants lors de la négociation du nouveau traité européen. La Plateforme civique de Tusk souhaitait modifier la position de la Pologne quant à la Charte pour donner des gages de la volonté de Varsovie de se démarquer de l'euro-scepticisme du gouvernement des frères Kaczynski. Mais elle n'a pas la majorité des deux tiers au Parlement nécessaire pour ratifier le traité et la Charte sans le soutien de l'opposition conservatrice. — *Reuters*

### Nemtsov candidat à la présidentielle

Moscou — L'Union des forces de droite (SPS, opposition libérale) a désigné hier Boris Nemtsov comme candidat du parti pour la présidentielle russe de mars 2008, abondée par l'opposition en ordre dispersé. Selon la Constitution, le président Vladimir Poutine ne peut pas se représenter en 2008 pour un troisième mandat. Mais des manifestations sont régulièrement organisées depuis quelques semaines par des forces pro-Kremlin pour l'appeler à rester le «leader national» de la Russie. Alors que les sondages indépendants ne créditent le SPS que de 2 % des suffrages aux législatives du 2 décembre, M. Nemtsov a assuré que ses partisans étaient «des millions». — *AFP*

### Idem pour Saakachvili

Tbilissi — Le président géorgien Mikheil Saakachvili a été désigné hier par son parti candidat à la présidentielle anticipée du 5 janvier, une annonce symboliquement faite le jour du quatrième anniversaire de la Révolution de la rose qui l'a porté au pouvoir. Le chef de l'État géorgien avait tenu le 7 novembre son image de démocrate en faisant tirer sur des manifestants avec des balles en caoutchouc et fermer le principal média d'opposition, la chaîne Imedi TV. Il avait aussi décrété l'état d'urgence. Il a ensuite pris de court l'opposition en annonçant une présidentielle anticipée dès janvier, tandis que l'opposition manifestait pour obtenir des législatives anticipées. — *AFP*

### Nouvelle baisse du taux de criminalité à New York

New York — Le taux de criminalité à New York est descendu en dessous de 500 meurtres en 2007, le chiffre le plus bas depuis 1963, quand la police a commencé à établir des statistiques annuelles. Cette année, 412 meurtres ont été commis dans la métropole américaine et 16 personnes sont décédées des suites de leurs blessures, contre 511 morts d'origine criminelle durant la même période en 2006, selon les chiffres de la police de New York. L'année la plus meurtrière à New York est 1990, avec plus de 2200 meurtres. Les victimes étaient alors souvent de simples citoyens victimes de fusillades impliquant des bandes rivales. — *AFP*

### Les violences font 24 morts en Irak

Bagdad — Les violences ont fait au moins 24 morts hier en Irak, dont treize dans l'explosion simultanée de deux engins piégés dans le marché aux oiseaux et aux animaux de Bagdad.

L'attentat commis en début de matinée au cœur du marché d'al-Ghazil a également blessé 58 personnes.

Les deux bombes avaient été dissimulées dans une même boîte en carton, habituellement utilisée pour le transport des oiseaux, elle-même placée au milieu des échoppes du marché.

Ouvert uniquement le vendredi, ce marché en plein air est généralement très fréquenté en ce jour de congés où les familles aiment à venir y acheter des oiseaux et autres petits animaux.

Il s'agit du second attentat d'envergure en moins d'une semaine dans le centre de Bagdad. Le 18 novembre, au moins neuf personnes avaient été tuées par une voiture piégée dans le quartier voisin de Karrada.

Dans le nord, à Mossoul, neuf personnes, dont six policiers, ont trouvé la mort dans deux attentats suicides, à quelques heures d'intervalle, visant la police irakienne.

En début d'après-midi, un premier kamikaze a précipité sa voiture piégée contre une patrouille de police qui circulait dans le quartier al-Mithaq (sud de Mossoul). Cinq personnes, dont deux policiers, ont été tuées et sept autres blessées.

Peu après, un autre kamikaze circulant également dans une voiture piégée a fait exploser sa bombe au passage d'une patrouille de la police, tuant quatre policiers et faisant quatorze blessés.

Agence France-Presse

### Les pays arabes iront à Annapolis

JAILAN ZAYAN

Le Caire — L'Arabie saoudite, tenant d'une ligne dure contre Israël, et les autres pays arabes réunis hier au Caire ont annoncé leur participation au niveau ministériel à la réunion d'Annapolis du 27 novembre destinée à relancer le processus de paix au Proche-Orient.

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a par contre confirmé au Caire que Palestiniens et Israéliens avaient échoué à s'entendre au préalable sur une plateforme commune à présenter à Annapolis.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Aïm Moussa, a indiqué que l'Arabie saoudite, qui comme d'autres pays arabes s'interrogeait sur sa participation de peur que la réunion n'ait aucun résultat tangible, serait bien présente, comme les autres pays arabes.

Cette participation représente une victoire diplomatique pour Washington: Riyad n'a jamais reconnu Israël et aucun haut responsable saoudien n'a jamais discuté en public avec des responsables du gouvernement israélien, même si Saoudiens et Israéliens siègent ensemble à l'ONU.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal, a reconnu lui-même au Caire que son pays était réticent à l'idée de se rendre à Annapolis et avait uniquement accepté pour ne pas rompre le consensus arabe.

«Ce n'est pas un secret que j'étais réticent jusqu'à aujourd'hui et, si ça n'avait pas été pour [préserver] le consensus de la réunion du Caire, l'Arabie saoudite ne serait pas allée à Annapolis», a souligné le prince al-Fayçal lors d'une conférence de presse.

«Nous n'y allons pas dans le but de serrer des mains ou pour une débâche d'émotions [...]». Nous

sommes là uniquement pour obtenir une paix qui préserve les intérêts arabes et préserve les terres palestiniennes, syriennes et libanaises», a prévenu le ministre saoudien.

Les pays arabes «ont accepté l'invitation à participer au niveau ministériel à la conférence d'Annapolis», indique le communiqué final de la réunion.

#### La Syrie

Ce texte ne mentionne pas explicitement la Syrie, dont le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, avait déclaré auparavant que Damas ne participerait à la réunion que si Washington intégraient la question du plateau du Golan annexé par Israël au menu des discussions.

La Syrie exige la restitution totale du Golan, occupé par Israël en 1967 puis annexé en 1981. Les négociations de paix syro-israéliennes sont gelées depuis 2000.

La porte-parole du premier ministre israélien Ehoud Olmert s'est félicitée pour sa part de «cette large participation» qui montre «le soutien des pays du Proche-Orient au processus de paix israélo-palestinien».

Israéliens et Palestiniens, qui négociaient depuis des semaines, ont en revanche échoué à élaborer un «document conjoint» préalable, a indiqué aux pays arabes M. Abbas.

Rien que sur le libellé du texte, les Palestiniens parlent de «document commun» alors qu'Israël préfère la formulation «déclaration commune».

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui a promis d'organiser lundi une conférence du refus (d'Annapolis) à Gaza, a exhorté les pays arabes qui se rendront aux États-Unis à ne pas normaliser leurs relations avec Israël et à ne pas faire de «concessions».

Agence France-Presse

### Attentats coordonnés dans trois villes de l'Inde

New Delhi — Treize personnes ont été tuées hier et une quarantaine ont été blessées dans des attentats à la bombe coordonnés dans trois villes du nord de l'Inde, dont Bénarès, la ville sainte de l'hindouisme.

Neuf personnes, parmi lesquelles trois avocats, sont mortes à Bénarès et quatre autres à Faizabab, a annoncé J. N. Chamber, le secrétaire à l'Intérieur de l'État septentrional de l'Uttar Pradesh.

«C'est une attaque terroriste contre les avocats de notre État», a dénoncé l'inspecteur général de la police de l'État, Brij Lal, après une série d'explosions devant les bâtiments des tribunaux de trois villes de l'Uttar Pradesh, Bénarès, Faizabab et la capitale régionale Lucknow.

Trois explosions ont secoué Bénarès, deux à Faizabab et deux autres à Lucknow, d'après M. Chamber. Les bombes avaient été transportées sur des bicyclettes qui ont ensuite été abandonnées devant les cours de justice municipales, a précisé le chef de la police régionale, Vikram Singh.

Ces actions quasi simultanées surviennent une semaine après que le barreau des avocats de l'Uttar Pradesh a décidé à l'unanimité de ne pas défendre des militants islamistes poursuivis dans leur juridiction.

Tout l'État, le plus peuplé d'Inde avec 160 millions d'habitants, a été placé en état d'alerte et des renforts ont été dépêchés pour éviter une vague de colère populaire.

Au total, 22 personnes ont été blessées à Bénarès, 14 autres à Faizabab et cinq à Lucknow, la capitale de l'Uttar Pradesh. A Faizabab, des images à la télévision montraient deux corps sans vie, face contre terre, et des dizaines de blessés au milieu des ruines de l'édifice.

Plusieurs «explosions ont eu lieu

en même temps. [...] Il s'agit clairement d'un complot [...] destiné à multiplier les actes terroristes» dans le pays, a déclaré le ministre adjoint à l'Intérieur, Sriprakash Jaiswal.

Comme souvent en Inde, ces attentats n'ont pas été revendiqués. Le chef de la police d'Ayodhya, ville-jumelle de Faizabab, a raconté que le plus haut dignitaire hindou de la ville avait reçu jeudi une lettre, soi-disant du réseau al-Qaïda, lui enjoignant de se convertir à l'islam sous peine d'être tué.

A Ayodhya, des hindous avaient mis à sac en 1992 une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle et déclenché dans tout le pays des émeutes interconfessionnelles qui avaient fait 2000 morts.

La ville de Bénarès, où des millions d'hindous viennent tous les ans se purifier dans le Gange ou faire incinérer leurs proches, avait été frappée en mars 2006 par un triple attentat à la bombe qui avait fait 23 morts.

Depuis quelques mois, les attentats, plus fréquents, sont au rythme de quasiment un acte criminel par mois. Une explosion, qualifiée d'attentat «terroriste», avait tué six personnes en octobre dans un cinéma bondé du Pendjab, deux jours après l'explosion d'une bombe près de l'un des mausolées musulmans les plus vénérés, dans le Rajasthan, qui avait fait deux morts.

La ville d'Hyderabad, dans le sud de l'Inde, a été frappée le 25 août par un double attentat aux explosifs, tuant 43 personnes. En mai, onze autres avaient péri dans l'explosion d'une bombe à la mosquée d'Hyderabad, datant du XVII<sup>e</sup> siècle.

L'Inde accuse régulièrement des cellules «terroristes islamistes» qui seraient soutenues par le Pakistan ou le Bangladesh, ce que les deux pays démentent.

Agence France-Presse

# SOLDES

# JUSQU'À 60%

**Pour Elle**  
277, av. Laurier O.  
514-270-6154  
Centre de Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125

**Pour Lui**  
Centre de Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier)  
514-277-7558

## LE MONDE

## L'opposition ougandaise critique Museveni

Le sommet du Commonwealth, qui s'ouvre à Kampala, se penchera sur le climat

Kampala — Le principal leader de l'opposition en Ouganda estime que le Commonwealth fait preuve d'hypocrisie quand il couvre de gloire le président de ce pays, Yoweri Museveni, après avoir châtié le président pakistanais, Pervez Moucharraf, plus tôt cette semaine.

Les deux présidents portent des uniformes militaires lors d'événements politiques, jettent leurs adversaires en prison et ont récemment sévi contre les juges. Mais pendant que ces gestes valaient au Pakistan d'être suspendu du Commonwealth, l'Ouganda accueille ces jours-ci le sommet annuel de ce regroupement d'anciens membres de l'Empire britannique.

Des représentants du Commonwealth ont défendu M. Museveni en rappelant qu'il a quitté ses fonctions militaires, qu'il ne porte un uniforme qu'à des fins cérémonielles et que le Parlement du pays a entériné les modifications à la Constitution qui lui permettent de solliciter un nombre illimité de mandats.

Les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth ont entamé hier à Kampala trois jours de discussions consacrées notamment au réchauffement climatique et au commerce international, au lendemain de la décision de l'organisation de suspendre le Pakistan.

Le Pakistan a été suspendu jeudi soir du Commonwealth, à l'issue de l'expiration d'un ultimatum portant notamment sur la levée de l'état d'urgence décrété le 3 novembre dans ce pays.

Islamabad a vigoureusement réagi hier à sa suspension du Commonwealth, décidée par le groupe ministériel d'action de l'organisation, la jugeant « injustifiée » et « pas raisonnable ».

« Le Pakistan entend revoir ses liens avec le Commonwealth et sa coopération avec cette organisation », a ajouté



En attendant le prince Charles.

té le ministère des Affaires étrangères pakistanais dans un communiqué.

Réagissant à ces déclarations, le secrétaire général du Commonwealth, Don McKinnon, a défendu cette décision. « Dans de telles circonstances, vous pouvez être sûrs que tout pays suspendu dira que nous n'avons pas compris les circonstances particulières qui ont prévalu dans leur pays à ce moment-là », a-t-il dit lors d'un point de presse.

Le président pakistanais, Pervez Moucharraf, au pouvoir depuis un coup d'État il y a huit ans, a instauré l'état d'urgence pour, selon lui, lutter contre la menace terroriste islamiste.

Toutefois, cette suspension du Commonwealth demeure largement symbolique. Elle prive essentiellement le Pakistan de participation aux réunions et activités intergouvernementales de cette organisation, qui regroupe les anciennes colonies britanniques, et à ses programmes d'aide.

L'un des principaux sujets de discussion du conclave de Kampala est le changement climatique menaçant de nombreux archipels et îles membres du Commonwealth.

« Le changement climatique agit en ce moment tout autour de nous. Nous avons déjà mis en place des réseaux et des plans d'action au sein du Commonwealth mais nous devons faire plus », a déclaré M. McKinnon.

« Nous devons lancer un message fort de soutien à l'attention de la conférence [de l'ONU] sur le changement climatique » en décembre à Bali, a déclaré le premier ministre maltais Lawrence Gonzi.

Invité pour la première fois à un sommet du Commonwealth, le prince Charles a affirmé que le réchauffement était « le défi le plus important auquel l'humanité faisait face ».

La Presse canadienne  
et l'Agence France-Presse

## Sharif va rentrer au Pakistan

Islamabad — L'ancien premier ministre pakistanais Nawaz Sharif, qui après avoir été renversé par le président Pervez Moucharraf a vécu en exil en Arabie saoudite, rentrera demain à Lahore, a annoncé hier son frère Shahbaz Sharif à la chaîne de télévision ARYone.

Il devrait ainsi rejoindre son pays avant la date limite du 26 novembre fixée pour le dépôt des candidatures en vue des élections législatives du 8 janvier.

Il devait rencontrer le roi Abdallah hier et il retrouvera son épouse et son frère pour se rendre en pèlerinage à La Mecque avant de quitter Médine pour Lahore, a dit Shahbaz.

Moucharraf, critiqué tant dans son pays qu'à l'étranger pour avoir proclamé l'état d'urgence il y a trois semaines, a accepté le retour de Sharif lors de discussions avec le roi Abdallah, a fait savoir un dirigeant de la Ligue musulmane du Pakistan, au pouvoir.

Moucharraf a renversé Sharif lors d'un coup d'État en 1999, mais des rumeurs insistantes évoquaient le retour de l'ancien premier ministre à temps pour les législatives.

Dans la nuit de jeudi à hier, le Commonwealth a suspendu la participation du Pakistan à cette organisation.

Politiquement isolé, Moucharraf s'est rendu mardi à la surprise générale à Riyad, donnant à penser qu'il tendait la main à Sharif, son vieux rival, expulsé après avoir tenté de rentrer d'exil en septembre.

Moucharraf a limité en 2002 à deux le nombre de mandats que peut accomplir un premier ministre, ce qui empêche à la fois Sharif et Benazir Bhutto, chef de file de l'opposition, d'en effectuer un de plus.

Reuters



05:30



06:00



06:30



07:00



07:30



08:00



08:30



09:00



10:00



11:00



12:00



13:00



14:00



15:00



16:00



16:30



17:00



17:30



18:00



18:30



19:00



20:00



21:00



22:00



23:00

Plus de vols que d'heures dans une journée. Et pour chacun, le double des milles.

Cet automne, voyagez avec Rapidair<sup>MD</sup> et obtenez le double\* des milles Aéroplan<sup>MD</sup> pour les tarifs admissibles. Décollez quand vous voulez: nous offrons jusqu'à 25 vols quotidiens entre Montréal et Toronto et jusqu'à 19 entre Ottawa et Toronto. Ajoutez à cela la classe Affaires primée, ainsi que l'accès aux salons Feuille d'érable<sup>MC</sup>, et vous n'aurez plus aucune raison de voyager avec un autre transporteur. L'offre du double des milles Aéroplan prend fin le 15 décembre 2007.



STAR ALLIANCE

aircanada.com  
La liberté de voyager à votre façon

# ACTUALITÉS

## Plan de transport de Montréal: plus de 100 recommandations

JEANNE CORRIVEAU

Imposer des péages, restreindre le nombre de stations non résidentielles de longue durée, réduire de 20 % le nombre de déplacements en voiture à Montréal d'ici 2021, prolonger le métro jusqu'au boulevard Pie-IX: voilà quelques-unes des recommandations déposées jeudi soir par les deux commissions permanentes de la Ville et de l'agglomération de Montréal chargées d'examiner le plan de transport de l'administration Tremblay.

Rendu public en mai dernier, le plan de transport comportait une série de mesures visant à accorder une place accrue au transport collectif, aux cyclistes et aux piétons à Montréal sur un horizon de dix ans. Il a fait l'objet de consultations publiques aux mois d'août et de septembre derniers, donnant lieu au dépôt de 125 mémoires.

Les deux commissions ont donc émis près de 130 recommandations. La Commission du conseil municipal sur la mise en valeur du territoire, présidée par la conseillère Manon Barbe, appuie notamment l'administration municipale dans sa volonté d'imposer des péages pour financer les transports en commun et suggère de moduler les tarifs selon le nombre de passagers à bord des véhicules.

Elle propose également que trois des circuits de tramways envisagés par l'administration, soit ceux du Havre, de l'avenue du Parc et de Côte-des-Neiges, soient implantés en une seule phase. Par ailleurs, le métro devrait être prolongé jusqu'au boulevard Pie-IX d'ici cinq ans, avancent les membres de la commission, qui croient qu'une

étude comparative des technologies du métro et du tramway devrait être effectuée en prévision d'un éventuel service de transport jusqu'à Saint-Léonard et Anjou.

Elle demande à la Ville de cibler clairement ses objectifs, notamment en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Elles devraient être réduites de 20 % d'ici 2010, de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050, indique-t-on. L'administration devrait également viser une réduction de 20 % du nombre de déplacements en automobile d'ici 2021.

Pour sa part, la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'environnement, les transports et les infrastructures juge prioritaire le projet de navette ferroviaire entre le centre-ville et l'aéroport Montréal-Trudeau et suggère qu'elle soit prolongée jusqu'à Sainte-Anne-de-Bellevue. Les voies réservées en site propre pour les autobus sur les boulevards Pie-IX et Henri-Bourassa sont également indispensables à court terme, estiment les membres de la commission.

Responsable du transport collectif et de l'aménagement au comité exécutif, André Lavalée s'est réjoui des recommandations faites à la Ville. Selon lui, elles reflètent bien le consensus qui s'est dégagé des nombreux mémoires déposés ainsi que la préoccupation des Montréalais pour des transports plus écologiques. L'administration Tremblay a l'intention d'apporter une «réponse tangible et concrète à chacune des recommandations» dans le plan final qui sera soumis à l'approbation des élus de l'agglomération début 2008, a-t-il indiqué.

De son côté, le Conseil régional de l'environnement



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le plan de transport soumis à la consultation publique vise à accorder une place accrue au transport collectif, aux cyclistes et aux piétons.

(CRE) de Montréal s'est dit heureux de constater que les commissions avaient chiffré certains objectifs à atteindre. Le fait de demander à Montréal qu'elle s'oppose à une augmentation de la capacité routière donnant accès à la métropole et qu'elle réclame de Québec la suspension de tous ses projets routiers, comme celui de l'autoroute 25, constitue aussi une bonne nouvelle, a indiqué Daniel Bouchard, chargé de projet au CRE. La modernisation du boulevard Notre-Dame apparaît toutefois comme un nuage noir au-dessus de ce plan vertueux, a-t-il signalé.

Le Devoir

## SCHREIBER

SUITE DE LA PAGE 1

Le ministre de la Justice, Rob Nicholson, affirme sans cesse qu'il ne peut pas commenter la situation puisque la cause est pendante devant les tribunaux. Il l'a répété hier lors de la période de questions quotidienne. Les avocats de M. Schreiber se sont adressés à la Cour suprême du Canada jeudi pour faire annuler l'ordre de renvoi contre leur client, mais cela n'a pas pour effet de reporter la date de renvoi, assure-t-on au plus haut tribunal du pays.

«Le fait que M. Schreiber ait déposé une demande d'autorisation n'arrête pas en soi le processus d'expulsion», a expliqué au Devoir Witold Tymowski, agent juridique à la Cour suprême. «C'est au gouvernement de décider s'il poursuit ou non le processus. C'est en quelque sorte une décision politique. Cela ne concerne pas la Cour suprême du Canada.»

Karlheinz Schreiber est invité par le comité de la Chambre des communes à expliquer les circonstances et les raisons du versement de 300 000 \$ en liquide à l'ex-premier ministre conservateur Brian Mulroney. La première tranche de 100 000 \$ a été remise à M. Mulroney alors qu'il était encore député de la Chambre des communes, en 1993. Les députés veulent aussi savoir pourquoi le gouvernement actuel a attendu sept mois avant de déclencher une commission d'enquête alors que M. Schreiber avait fait parvenir une lettre au premier ministre Stephen Harper dans laquelle il exposait déjà ses allégations compromettantes.

Le Devoir

## ANTOINE ROBITAILLE LE NOUVEL HOMME NOUVEAU

Voyage dans les utopies de la posthumanité

«Il faut lire le livre d'Antoine Robitaille. Très accessible, informé, objectif, il décrit ce mythe central de notre époque, qui depuis la mort de Dieu domine notre aventure humaine: la puissance instrumentale à laquelle nous aspirons pour devenir des dieux.»

Hervé Fischer, *Le Devoir*



ANTOINE ROBITAILLE

## LE NOUVEL HOMME NOUVEAU

Voyage dans les utopies de la posthumanité

Boréal

224 pages - 22,95 \$

www.editionsboréal.qc.ca

## ARME

### L'histoire que retrace l'essayiste de la gauche américaine Mike Davis est celle d'une implacable prolifération mondiale «aux proportions du iPod et du sida»

SUITE DE LA PAGE 1

au terme d'un des procès politiques les plus célèbres de l'histoire. L'attentat fait 40 morts.

Naît ainsi l'aïeul de la voiture piégée, une arme générique de destruction massive qui a creusé des cratères par milliers au cours des 50 dernières années, tuant aveuglément depuis Haïfa, en Palestine, jusqu'à Bagdad, en passant par Belfast, Beyrouth, New York, Londres, Oklahoma City, Bali, Bombay... Non sans un fiéffé coup de main de la CIA, accuse Davis.

«Les armes nucléaires et biologiques, le gaz sarin et l'antrax causent peut-être des cauchemars, mais la voiture-bombe est aujourd'hui devenue le cheval de trait du terrorisme urbain», affirme, non sans suite dans les idées, le professeur de l'Université de la Californie à Irvine, joint chez lui à San Diego pendant que ses enfants lui grimpaient sur la tête. Une arme facile et peu coûteuse à concevoir, d'une puissance inouïe et d'une efficacité terroriste foudroyante. Une arme, enfin, devant laquelle les technologies militaires sont désarmées.

### Haïfa, Belfast, Beyrouth

L'histoire que retrace Davis, prolifique essayiste de la gauche américaine, est celle d'une implacable prolifération mondiale «aux proportions du iPod et du sida».

La voiture piégée fait son apparition, en bonne et due forme, presque 30 ans après la trouvaille de Mario Buda, à la faveur de la lutte juive pour la création d'Israël. En janvier 1947, le groupe Stern, formé de dissidents radicaux des paramilitaires sionistes de l'Irgun, lance un camion bourré d'explosifs sur la station de police britannique de Haïfa, tuant quatre personnes. Des nationalistes palestiniens, soutenus par des déserteurs britanniques, ne tarderont pas à utiliser cette nouvelle technique.

Les «portes de l'enfer», raconte-t-il, s'ouvrent véritablement en décembre 1972 avec la mise au point — accidentelle, dit la légende — par l'IRA provisoire, l'Armée républicaine irlandaise, de la première bombe faite de gazole et de nitrate d'ammonium, un fertilisant «disponible dans n'importe quelle coopérative agricole». Cette nouvelle génération de bombes, appelées ANFO, fait du coup passer «le terrorisme urbain de la sphère artisanale à la sphère industrielle».

La voiture piégée «devient subitement une arme stratégique dont la puissance est comparable à celle des forces aériennes», tuant sans plus de discernement que les bombes larguées des avions. Du reste, M. Davis s'indigne à répétition de l'immoralité du recours aux voitures piégées — comme de celui aux bombardements aériens — de la part de groupes qui affirment défendre la justice. Ainsi se comportera l'IRA au re-

gard des «dommages collatéraux» provoqués par sa guerre antibritannique et antiprotestante, malgré le tort que feront à sa cause les attentats en cascade du Bloody Friday, commis à Belfast le 21 juillet 1972. Ainsi se comportent al-Qaïda et les groupes insurgés en Irak, dont la «résistance» à l'occupant américain a fait des milliers de victimes parmi les civils.

Dix ans plus tard, un pas capital dans «l'atrocité créative» est franchi au Liban, plongé dans une guerre civile et régionale. «Beyrouth devient aux techniques de violence urbaine ce qu'une forêt tropicale est à l'évolution des plantes.» Fin octobre 1983, le Hezbollah commet contre le siège américain de la Force multinationale un attentat suicide au camion piégé qui fait 241 morts parmi les Marines, avec attaque simultanée contre le contingent français.

Le Hezbollah innove, mariant pour la première fois l'ANFO au recrutement de chauffeurs-kamikazes. L'innovation fera beaucoup d'avatars, du Sri Lanka, parmi les Tigres tamouls, au Pérou, avec les coche bombas du Sentier lumineux.

L'attentat suicide inflige au président Ronald Reagan le plus cuisant échec géopolitique de sa présidence. Février 1984, la Force multinationale se retire du Liban. La puissance américaine au Liban, ironise alors Thomas Friedman, du *New York Times*, a été neutralisée «par 12 000 livres d'explosifs et un camion volé».

### La CIA s'emmêle

La genèse de la voiture piégée n'en reste pas à cette seule ironie. Tout en criant vengeance contre le Hezbollah, le directeur de la CIA, William Casey, se convertit avec enthousiasme à la voiture-bombe pour miner l'occupation soviétique en Afghanistan. Des experts des Forces spéciales américaines fournissent des explosifs high-tech et enseignent à des officiers de l'ISI, les services de renseignement pakistanais, des techniques sophistiquées de sabotage, y compris la fabrication de l'ANFO.

Ces officiers, explique Davis, forment ensuite «des milliers d'Afghans et de moudjahidines, dont les futures cadres d'al-Qaïda, dans des camps d'entraînement financés par les Saoudiens». Ce qui équivaut, dit-il, «au plus grand transfert technologique de techniques terroristes de l'histoire», sans que Washington prenne la mesure de la graine qu'il a semée.

Ce sont les descendants de cette «université de la CIA» qui iront s'attaquer, en 1993 puis en 2001, au World Trade Center, équipés de «voitures piégées avec des ailes».

Rétrospectivement, soutient Davis, «il est clair que l'échec de l'intervention américaine au Liban en 1983-84, suivi de la sale guerre de la CIA en Afghanistan, a

eu des répercussions géopolitiques plus fondamentales que la chute de Saïgon en 1975. [...] La guerre du Hezbollah au Liban a préfiguré, voire inspiré les conflits «asymétriques» qui caractérisent le nouveau millénaire».

Il n'est pas non plus sans ironie que la voiture soit devenue un instrument de prédilection dans la guerre contre un Occident dont l'économie est largement fondée sur l'industrie automobile. Au bout du fil, M. Davis ajoute ceci: «L'armée américaine a découvert que certaines des voitures utilisées à Bagdad pour commettre des attentats avaient été volées aux États-Unis!»

L'Irak, aujourd'hui le royaume de la voiture piégée, a en vu 1293 exploser en 2004 et 2005, selon la Brookings Institution.

### Un monde fortifié

«Tout cela est bien déprimant», s'excuse M. Davis, d'autant que cette prolifération n'est pas près, à son avis, de s'étioler. D'abord parce que si la voiture piégée est «l'armée de l'air du pauvre», son utilisation ne manque ni de ressources ni de ressorts. Ensuite parce que les États-Unis, dans le contexte post-11-Septembre, s'enferment dans une logique de sécurité malgré le fait qu'elle soit «un cul-de-sac moral, philosophique et tactique». Peut-on espérer que les choses changent si Hillary Clinton est élue présidente l'année prochaine? «Non. Avec un peu plus de compassion peut-être, les démocrates continueront pour l'essentiel à appliquer la même politique.»

En guise d'antidote, dit Davis, qui est aussi un «théoricien du développement urbain», l'Occident n'a trouvé d'autre solution que de se barricader, littéralement. Avant Buda's Wagon (Verso Books), l'auteur a notamment publié *Planet of Slums*, une analyse anticapitaliste incendiaire portant sur la croissance des bidonvilles dans les pays pauvres.

Au travers de cette loupe, il voit «un monde de banlieues emmurées, dans la zone verte de Bagdad (le camp retranché des Américains) est la représentation exemplaire», pendant que, de l'autre côté des murs, les Irakiens ordinaires se font massacrer.

Ce qui, finalement, n'est pas tout à fait sans rapport avec les feux qui ont ravagé la Californie. Les médias locaux, raconte M. Davis, ont fait tout un plat des évacuations à Malibu et dans les quartiers riches du nord de San Diego. «On a beaucoup moins parlé des onze immigrants illégaux qui ont été hospitalisés après avoir été gravement brûlés près de la frontière du Mexique. Et quand on en a parlé, c'était moins pour décrire leur tragédie que pour se demander ce que leurs soins allaient coûter aux contribuables...»

Le Devoir

## RELIGION

SUITE DE LA PAGE 1

À la limite, dit M. Routhier, chacun porte en soi la formule du cinéaste Bernard Ermond, qui se définit comme un «athée de culture catholique». Les deux volets cohabitent en chaque Québécois. Une relation trouble, un peu à leur insu. Or cette relation a toujours existé, croit l'évêque Martin Veillette, président de l'Association des évêques catholiques du Québec (AECQ). Il suffit de gratter un peu le vernis des modes. «Pour exprimer ce qui se trouve en profondeur, ça prend une occasion. Et la commission Bouchard-Taylor a fourni cette occasion», croit-il. «C'est une corde qui ne vibre pas toujours, mais quand on la réveille, on se dit: tiens, elle est encore là.»

Même les chiffres en font état: quelque chose de mystérieux subsiste dans le lien qui unit les Québécois à la religion de la majorité d'ici. Ainsi, le dernier recensement de Statistique Canada indique que plus de 80 % des Québécois se disent catholiques. S'il n'en manque jamais pour se dire athées dans les discussions, moins de 6 % de la population se considère officiellement sans aucune appartenance religieuse.

D'autres études montrent que trois Québécois sur quatre croient toujours en Dieu, et les chiffres révèlent qu'à Montréal, plus de 30 000 jeunes du primaire fréquentent les sous-sols des églises pour suivre la catéchèse, ce qui représente plus d'un enfant sur quatre. On célèbre Noël et Pâques et on baptise toujours près d'un enfant sur deux. De quoi se croire croyants.

Pourtant, la messe ne touche que 25 % de la population (sans compter que la vaste participation de plusieurs communautés culturelles gonfle les chiffres de la majorité québécoise non immigrée). Entre 1993 et 2001, cette proportion a chuté de 13 points.

Aussi, le nombre de baptêmes accuse une baisse marquée (74 000 en 1989, 48 000 l'an dernier), de même que celui des premières communions (de 54 000 à 34 000 pour la même période) et des confirmations (de 70 000 à 38 000). La faible popularité de la religion au Québec se mesure aussi par la pénurie de prêtres: cette année, le décompte de l'AECQ indique qu'il y a 2100 prêtres actifs dans la province (sans le diocèse de Gatineau, qui n'a pas pu fournir ses chiffres) et quelque 1700 prêtres retraités.

Pour qu'ils suffisent à la tâche, il a fallu regrouper environ 300 paroisses en dix ans (près de 1500 aujourd'hui). Et la situation ira en s'aggravant... On ne compte que 72 prêtres en formation à l'heure actuelle au Québec alors qu'on recense un nombre record de prêtres dans la tranche des 75-79 ans.

### Devenir chrétien

Il est toutefois difficile de déterminer à quel point exactement les Québécois sont pratiquants et de quelle manière ils le sont. Au fil des ans, la pratique religieuse s'est transformée pour se faire plus discrète, moins encadrée. La messe du dimanche avait l'avantage de montrer une pratique bien visible; c'est différent de nos jours et, par conséquent, plus difficile à cerner.

«On est devant des formes de pratique moins voyantes, plus fluides, dit Gilles Routhier. Il n'y a plus d'itinéraire de groupe. L'individu s'inscrit de lui-même, librement, sans que ce soit obligatoire comme ce pouvait l'être auparavant.»

M. Routhier avance qu'on ne «naît plus chrétien, on le devient», au terme d'une démarche de réflexion sur l'appartenance, les racines, la foi, l'engagement. «Plus personne ne fait ça pour épater la galerie», dit Alain Mongeau, 44 ans, curé de la paroisse Saint-Louis-de-France, sur le Plateau Mont-Royal. «Exprimer sa foi aujourd'hui, c'est quelque chose qui se fait par conviction, peu importe l'intensité.» Après la quantité, on mise maintenant sur la qualité.

Au Grand Séminaire de Montréal, là où on forme les futurs prêtres, on remarque la même chose: les étudiants ont en moyenne 36 ans et une première carrière derrière eux. S'ils se présentent aux portes du séminaire, c'est à la suite d'une longue réflexion personnelle. C'est par choix. Mais le degré d'adhésion des gens qui font quelques pas plus affirmés dans le catholicisme varie grandement, dit Alain Mongeau, qui anime les activités de la Bande FM, qui réunit chaque semaine dans une église une centaine de jeunes de 18 à 35 ans.

Pour les mariages ou les baptêmes, c'est toujours la même chose: environ la moitié le font par respect pour une tradition familiale — une sorte d'obligation de transmettre à nos enfants un héritage reçu, note Louis Rousseau — alors que l'autre moitié répond davantage à une démarche personnelle.

«Je ne pense pas qu'il y ait un portrait type du catholique pratiquant en 2007, croit le curé Mongeau. Tous les dimanches, on offre le café et parfois des repas communautaires après la messe. Il y a en a beaucoup qui sont là pas tellement pour encourager l'Église mais parce qu'ils font une démarche intérieure quelconque, parce qu'ils veulent partager quelque chose, contrer l'isolement parfois.»

### Transformation

D'autres s'engagent dans des activités communautaires ou sociales, font un peu d'entraide, d'écoute ou simplement de la réflexion en petit groupe. «On parle beaucoup d'une crise pour l'Église québécoise, dit Gilles Routhier. Mais nous sommes aussi, à mon avis, dans une période de surgissement, pas seulement de disparition. Il n'y a pas de mouvements de masse mais de nouveaux phénomènes apparaissent, des communautés se créent où cohabitent des hommes, des femmes, des laïcs, des religieux...»

M. Routhier fait un parallèle avec la désinstitutionnalisation qui a touché le secteur de la santé mentale il y a une trentaine d'années: de nos jours, le catholicisme québécois se vit de plus en plus à l'extérieur de l'Église. Et ce phénomène ira croissant, estime Louis Rousseau.

«Il y a vraiment une mutation structurelle importante de l'Église qui s'opère et qui va s'accroître au cours des 30 prochaines années, dit-il. La démographie ne ment pas: dans dix ans, l'Église catholique cléricale n'existera plus. Le catholicisme dépendant d'une structure hiérarchique dont le représentant vit une vie un peu à part des autres, ça va être fini.»

Impossible toutefois de prévoir de quoi sera faite la relation entre les Québécois et le catholicisme à ce moment-là. Elle sera stirement quelque peu nébuleuse et contradictoire mais peut-être aussi davantage libérée du poids des années d'affrontement. Une forme d'accommodement raisonnable de l'intérieur.

Le Devoir

Autres textes en pages A 8 et A 9

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390